

2009, coup d'État au Honduras



Marche du 11 août 2009 sur Tegucigalpa, Honduras. Photographie copyleft : Jérôme Duval.

Table des matières

Introduction.....	3
1. Le CADTM dénonce le coup d'état orchestré par l'oligarchie réactionnaire au Honduras et exige le retour du président Zelaya.....	4
2. Le coup d'État du Honduras impose un devoir de mémoire pour mieux en percevoir les enjeux.....	6
3. Au 46e jour de résistance populaire, la répression à l'encontre des opposants au régime putschiste s'intensifie.....	10
4. Le coup d'Etat au Honduras marque un renforcement de la diplomatie guerrière en Amérique latine.....	12
5. Tegucigalpa, 53e jour de résistance contre le coup d'Etat.....	15
6. Honduras : Pourquoi le coup d'État.....	18
7. Août 2009. Le CADTM international envoie une délégation au Honduras.....	23
8. Coup d'Etat médiatique au Honduras.....	26
9. L'attitude complice de la Belgique et de l'Union Européenne à l'égard de la dictature au Honduras.....	31
10. Honduras. La grande farce électorale.....	35
11. Honduras : Elections sous observation...libérale.....	41
12. Soutenu par les États Unis, Porfirio Lobo légitime le coup d'État en lui succédant.....	45
13. Honduras. Funeste anniversaire du gouvernement illégitime.....	48

Introduction

Il y a 10 ans au Honduras... un président démocratiquement élu est renversé, le CADTM International dépêche une délégation sur place

Il fait nuit. L'armée fait brutalement irruption au domicile du président, le sort du lit et l'expulse du pays *manu militari* alors qu'il est encore en pyjamas. C'était il y a dix ans, le 28 juin 2009. Le président est celui du Honduras, il s'appelle Manuel Zelaya et il a été démocratiquement élu. L'armée, elle aussi du Honduras, est formée à l'*École des Amériques*, rebaptisée en 2001 « Institut de l'hémisphère occidental pour la coopération sur la sécurité ». École tristement célèbre pour avoir enseigné aux militaires latino-américains les méthodes de contre-insurrection, incluant la torture et les assassinats politiques ¹. Il s'agit d'un énième coup d'État dans le cône Sud des Amériques, piloté une fois encore par les États-Unis. Afin d'appuyer et d'accompagner la résistance populaire qui se constitue, le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) décide alors, en concertation avec d'autres mouvements de solidarité, d'envoyer une délégation sur place afin de participer à la Mission internationale d'Observation et d'Accompagnement des organisations sociales en lutte contre le putsch au Honduras. Dix ans après les faits, c'est l'occasion de rappeler cette sombre histoire qui a secoué le monde entier, celle du réveil d'une oligarchie qui, appuyée par les États-Unis, réprime sans scrupule. Mais au-delà, c'est aussi l'histoire d'une émancipation populaire entamée par un président démocratiquement élu, Manuel Zelaya. Même si elle a avorté, celle-ci allait ajouter une pierre à l'édifice des mouvements œuvrant à la délégation du pouvoir au peuple. Nous ne saurions terminer cette introduction sans rendre hommage à toutes les personnes assassinées pour leurs actes de résistance, dont la grande Berta Cáceres, sauvagement tuée à son domicile le 2 mars 2016. Voici donc quelques articles que nous republions sous forme de brochure afin d'honorer la mémoire d'un peuple qui, 10 ans après le coup d'État de 2009, continue à résister.

1 École créée en 1946 par le département de la Défense des États-Unis au Panama avant de déménager à la base de l'US Army *Fort Benning* aux États-Unis. Elle est célèbre pour avoir enseigné aux militaires latino-américains les doctrines de contre-insurrection et inculqué une idéologie anti-communiste.

1. Le CADTM dénonce le coup d'état orchestré par l'oligarchie réactionnaire au Honduras et exige le retour du président Zelaya

1er juillet 2009 par CADTM

Dimanche 28 juin, le président du Honduras Manuel Zelaya a été séquestré puis expulsé du pays par les militaires. Le CADTM condamne ce coup d'état orchestré par les secteurs réactionnaires de la société (l'armée, l'oligarchie, l'Eglise, le pouvoir judiciaire, les médias dominants) et le Pentagone. Ce coup vise à mettre fin brutalement aux aspirations de changements du peuple hondurien, investi dans le lancement d'une consultation populaire pour ouvrir la voie à un processus d'Assemblée constituante.

En effet, le président avait appelé ce même jour les Honduriens à se prononcer sur la mise en place d'une « quatrième urne », lors des élections générales qui se tiendront en novembre 2009, pour élire une Assemblée nationale constituante chargée d'élaborer une nouvelle Constitution. Les trois premières urnes sont réservées respectivement à l'élection du président, des députés et des maires.

Pour justifier l'injustifiable auprès de l'opinion publique internationale, le Congrès et la Cour Suprême ont jugé ce scrutin illégal. Or, celui-ci s'inscrit dans le cadre de la loi sur la participation sociale ¹ votée au Congrès le 27 janvier 2006, et se fonde plus largement sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, inscrit dans des textes juridiques majeurs comme la Charte des Nations unies. En outre, pour avaliser ce coup de force et désigner un nouveau gouvernement *de facto*, ses opposants ont fait valoir l'existence d'une présumée lettre de démission de M. Zelaya, que le président affirme n'avoir jamais signée.

Par ailleurs, contrairement à ce qu'avancent les principaux médias, Manuel Zelaya ne cherchait pas, via cette consultation populaire, à reconduire son mandat présidentiel lors des prochaines élections. En effet, celles-ci se tiendront dans le cadre de l'actuelle Constitution qui prévoit des mandats présidentiels de quatre ans non renouvelables.

En réalité, un bras de fer s'est installé entre l'oligarchie hondurienne et le président Zelaya, pourtant issu de l'oligarchie et membre du Parti Libéral, mais qui a opéré un virage à gauche en rejoignant ALBA (l'Alliance bolivarienne pour les peuples d'Amérique) et en prenant une série de mesures progressistes en faveur des classes populaires (par exemple l'instauration d'un salaire minimum). La proposition de convoquer une Assemblée constituante en vue de modifier la Constitution actuelle, peu propice à des transformations sociales en profondeur, a manifestement fait déborder le vase. En effet, les classes dominantes craignent de perdre leurs privilèges, comme ce fut le cas en Bolivie, en Équateur et au Venezuela, où des assemblées constituantes ont conduit à l'adoption de nouvelles Constitutions progressistes dans plusieurs domaines : contrôle des ressources naturelles, respect du droit des minorités et des peuples indigènes, mesures relatives à l'endettement...

1 « ley de participación ciudadana »

Avec le coup des militaires, le peuple s'est ainsi vu ravir la possibilité de déterminer son avenir par les manœuvres illégales et criminelles des classes dominantes honduriennes, bastion traditionnel de l'orthodoxie néolibérale et du Consensus de Washington, décidées coûte que coûte à empêcher les réformes sociales nécessaires et à faire perdurer l'ordre néolibéral générateur de pauvreté et d'inégalités.

Heureusement la résistance populaire et le soutien apporté par de nombreux présidents latino-américains au président Zelaya commencent à produire des divisions dans l'armée des putschistes. Espérons que la combinaison entre les protestations intérieures et la solidarité internationale ramènera au pouvoir le président Zelaya.

Le CADTM tient à exprimer son entière solidarité avec la population hondurienne qui rejette catégoriquement le coup d'état, et exige la fin de la répression qui s'abat sur les manifestants et les leaders de mouvement sociaux et syndicaux.

Le CADTM soutient la résistance du peuple qui se mobilise pour organiser des vigiles et une grève générale pour exiger le retour du président Zelaya élu démocratiquement et le rétablissement de l'ordre constitutionnel.

Enfin, le CADTM s'associe au peuple hondurien pour exiger la convocation d'un nouvel appel au référendum sur le processus d'Assemblée constituante. Il s'agit là de la seule manière de permettre aux Honduriens comme aux autres peuples du Nord et du Sud de décider enfin de leur propre avenir.

Pour le CADTM, la solidarité des citoyens et des mouvements sociaux est indispensable. Elle doit se transformer en vaste mouvement populaire destiné à mettre à bas la logique néolibérale mortifère pour la remplacer par une logique radicalement autre, basée sur la garantie des droits humains fondamentaux. Dans ce but, l'annulation totale et sans condition de la dette de tous les pays du Sud, est une première nécessaire.

2. Le coup d'État du Honduras impose un devoir de mémoire pour mieux en percevoir les enjeux

1er août 2009 par Jérôme Duval

Dimanche 28 juin 2009, l'armée fait irruption au domicile du président Manuel Zelaya, le sort du lit et l'expulse du pays *manu militari* alors qu'il est encore en pyjamas. Le choc du coup d'État fait immédiatement penser aux sombres années des dictatures latino-américaines des années 1970-80. Citons le renversement de chefs d'État tels le progressiste brésilien Joao Goulart en 1964, le socialiste chilien Salvador Allende le 11 septembre 1973, l'argentine Isabel Perón le 24 mars 1976 ou le militaire de gauche bolivien Juan José Torres le 21 août 1971, pour installer de sanguinaires dictatures. Les dictatures militaires du Brésil, de Videla en Argentine, d'Hugo Banzer en Bolivie, de Juan Maria Borbaderry en Uruguay, de Alfredo Stroessner au Paraguay, de Pinochet au Chili avaient, avec l'aide de la CIA, semé la persécution des idées et des hommes de gauche : le fameux Plan Condor... C'était il y a plus de trente ans et, hormis le coup d'État avorté grâce à l'héroïque résistance citoyenne du Venezuela en avril 2002, on espérait presque avoir tourné la page.

Décryptage médiatique

Tout d'abord, il faut rectifier, encore une fois, l'information qui s'est répandue sur le Honduras depuis un mois. Dans la diffusion de l'information, les mots sont importants et leur répétition, encore plus. C'est en effet par la répétition de fausses affirmations que se forge un imaginaire collectif, anesthésiant tout doute possible.

On a ainsi pu lire régulièrement différents adjectifs tel « déchu » (cf *Reuters, Le Monde, RFI, etc.*) attribué à Manuel Zelaya, tout comme on continue d'entendre parler de « gouvernement provisoire » pour le gouvernement dictatorial de Micheletti au fil des communiqués de presse.

Zelaya n'est pas un président « déchu » mais un président légitime, démocratiquement élu en novembre 2005, qui a subitement et brutalement été écarté du pouvoir par la force. « Déchu » (du latin *cadere*, « tomber ») a une connotation péjorative.

Il n'y a pas de « gouvernement intérimaire » mais une dictature qui a pris le pouvoir par un coup d'État. Il est de la responsabilité des médias de se cantonner aux faits et de ne pas reconnaître un gouvernement illégitime au regard du droit international, comme le sous-entendent ces qualificatifs. Le président Zelaya a d'ailleurs adressé des critiques le 28 juillet à l'égard de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, lui reprochant de ne plus employer le terme de « coup d'État » pour qualifier sa destitution.

Enfin, la quatrième urne que voulait proposer le gouvernement le 28 juin, jour du coup d'État, pour les élections prévues en novembre prochain, n'avait pas pour but de prolonger le mandat de Zelaya, comme l'affirment ouvertement nos journalistes, mais de proposer par référendum la convocation et l'élection d'une assemblée constituante ¹.

1 Pour une explication de la quatrième urne, lire le communiqué de presse du CADTM : <http://www.cadtm.org/spip.php?article4537>

La question sur le bulletin de vote prévu pour cette consultation était : « Êtes-vous d'accord qu'aux prochaines élections générales de 2009, une 4e urne soit installée pour permettre au peuple de se prononcer sur la convocation (création) d'une assemblée nationale constituante ? OUI ou NON »²

Pour rendre illimité le nombre de mandats successifs que pourrait briguer le président, il aurait fallu que l'Assemblée Constituante soit élue, se prononce favorablement en ce sens et qu'ensuite seulement cette nouvelle constitution soit validée par un nouveau referendum. Rappelons qu'en Angleterre ou au Canada et dans bien d'autres pays dit démocratiques, il n'y a pas de limitation au nombre de mandats consécutifs et bien peu de référendums pour tout changement constitutionnel. Les médias avaient usé du même artifice avec le Venezuela...

Gouvernements et médias sont allés jusqu'à considérer Zelaya comme un provocateur, responsable de possibles violences.

Le continent se crispe

Plus que toute autre considération, l'idée qu'il puisse y avoir une assemblée élue par le peuple qui modifie la constitution afin de rendre la démocratie hondurienne plus participative, a effrayé l'oligarchie. Il faut ajouter que le président du Honduras, M. Manuel Zelaya, avait signé en août 2008 à Tegucigalpa le document d'adhésion à l'ALBA (l'Alternative bolivarienne pour les Amériques), en présence des délégations des États membres de l'ALBA et de plusieurs milliers de travailleurs, syndicalistes, étudiants et paysans. Ce qui n'était pas pour plaire à l'oligarchie. « *Nous luttons pour aller de l'avant. Si vous aviez peur de cette lutte, chers amis, adversaires et critiques, vous avez déjà perdu* », avait alors souligné le président Manuel Zelaya, sous-estimant donc la force de ces adversaires. Cette nouvelle adhésion marque sans doute le virage à gauche du président hondurien, la proposition d'une assemblée constituante le confirme.

Moins d'un an après l'adhésion à l'Alba, le coup d'État stoppe net un processus de consultation démocratique pour cette nouvelle assemblée constituante à peine mis en branle.

Il faut reconnaître qu'il y a là un bras de fer entre deux visions politiques opposées. D'un côté Cuba, le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay, le Nicaragua et le Honduras, ce dernier tentant de rejoindre le club, et de l'autre côté, l'oligarchie continentale représentée entre autres par le gouvernement colombien, le gouvernement péruvien et les secteurs conservateurs américains d'obédience au président Bush. Le président colombien Alvaro Uribe a reçu secrètement une délégation du pouvoir putschiste dirigée par Micheletti le 20 juillet³. A noter que la Colombie vient de donner son feu vert à l'installation en territoire colombien de sept nouvelles bases militaires étasuniennes au moment même où celle de Manta en Équateur prend fin suite à son non renouvellement comme promis par Rafael Correa⁴.

Les relations diplomatiques entre Quito et Bogota sont rompues depuis le 1er mars 2008, jour de l'intervention de l'armée colombienne sur le territoire de l'Équateur sans doute alors appuyée par la base américaine de Manta et le Venezuela vient de rappeler, pour la troisième fois, son ambassadeur en poste en Colombie.

2 Voir <http://img20.imageshack.us/img20/2605/encuestan.jpg>

3 Voir http://www.diariocolombia.es/n804833_Presidente Uribe recibe a emisarios de Micheletti.html

4 Voir <http://www.latinreporters.com/colombiepol17072009.html>

Il y a fort à parier que les États-Unis pèseront de tout leur poids aux prochaines élections colombiennes pour garder la mainmise sur ce pays stratégique...

L'ambiguïté du langage diplomatique

Dans un premier temps, la communauté internationale rejette le coup d'État mais, dans les faits, les sanctions se font attendre : 21 jours après le coup, le 20 juillet, la présidence suédoise de l'Union européenne annonce le gel de ses 65,5 millions d'euros d'aide budgétaire au Honduras ainsi que la restriction des « *contacts au niveau politique avec les représentants du gouvernement 'de facto' [du Honduras] jusqu'à ce qu'une solution négociée soit trouvée.* »⁵

De son côté, le 21 juillet, le président *de facto* exige le départ de l'ambassade du Venezuela dans les 72 heures. Celui-ci restera en place malgré tout.

Les négociations entre les deux partis entamées par Oscar Arias au Costa Rica sous la supervision des États-Unis tournent court face à l'intransigeance des putschistes et, le lendemain des négociations, le 24 juillet, après 25 jours d'absence, Manuel Zelaya accompagné de plusieurs centaines de militants de Managua au Nicaragua, passe la frontière de son pays à Las Manos. Sa femme, Xiomara Castro, ses deux enfants ainsi que plusieurs centaines de sympathisants ne peuvent le rejoindre en raison d'un état d'urgence décrété dans cette zone frontalière. L'appel de Zelaya à l'insoumission contre Romeo Vazquez Velazquez, chef d'état-major de l'armée du Honduras, n'ayant sans doute pas suffisamment porté ses fruits et afin d'éviter tout affrontement, le président légitime du Honduras préférera retourner à la frontière côté nicaraguayen pour y établir un campement avec plusieurs centaines de personnes plutôt que d'aller à Washington pour négocier. D'autres citoyens honduriens traversent la forêt par petits groupes, pour mieux éviter les patrouilles de police et tentent de rejoindre leur président légitime en traversant la frontière.

Alors que la secrétaire d'État, Hillary Clinton juge « imprudente » la tentative de retour au Honduras du président Zelaya, les États-Unis qui, officiellement, souhaitent le retour de Manuel Zelaya dans ses fonctions, n'avaient toujours pas pris d'engagement en matière de durcissement des sanctions à la date du 28 juillet, un mois après le coup d'État.

« *La position de la secrétaire d'État Clinton était ferme au départ. Désormais, j'ai le sentiment qu'elle ne dénonce plus vraiment le coup d'État et qu'elle ne s'oppose plus fermement à la répression que subit le Honduras* », a dit Zelaya. Peu de temps après, les États-Unis annulent les visas diplomatiques de quatre représentants du gouvernement *de facto*⁶.

Le 27 juillet, la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) dénonce l'assassinat de Pedro Madriel Muñoz Alvarado, 23 ans, présentant des signes de torture, lors de la répression du vendredi 24 juillet contre les manifestants qui se dirigeaient vers la frontière pour soutenir Manuel

5 Voir <http://www.laprensagrafica.com/internacionales/mundo/47899-union-europea-suspende-ayuda-financiera-a-honduras-.html>

6 Il s'agit de Tomás Arita Valle, viceprésident de la Cour Suprême de Justice ; Ramón Custodio, commissaire national des Droits Humains ; José Alfredo Saavedra, nouveau président du Congrès du gouvernement illégal, et de Adolfo Sevilla, ministre de la Défense. Cette mesure ne concerne ni Roberto Micheletti ni le dirigeant des forces armées du Honduras, le Général Romeo Vázquez Velázquez.

<http://www.europapress.es/internacional/noticia-honduras-washington-cancela-visados-diplomaticos-cuatro-miembros-gobierno-facto-20090728193834.html>

Zelaya. La Commission condamne fermement cet acte, demande une investigation et des sanctions envers les responsables.

Tom Kucharz de *Ecologista en Accion*, membre de la Mission internationale de Solidarité, Observation et Accompagnement au Honduras, dont font entre autres partie les Mères de la place de mai d'Argentine, explique que « *plus de 22 articles de la Constitution sont violés* » par le régime putschiste de Micheletti.

Sacrifiant leur vie normale, les citoyens démocrates pro Zelaya restent mobilisés, dans des conditions parfois très difficiles, lors d'actions pacifiques quotidiennes et résistent contre les constantes agressions du gouvernement putschiste. La répression qui a eu lieu le 30 juillet a été particulièrement dure. Malgré cela, les médias internationaux sont restés muets. L'attitude des États-Unis consiste à appuyer les négociations d'Oscar Arias ce qui joue en faveur des putschistes en laissant filer le temps.

Afin d'appuyer et d'accompagner la résistance des paysans, des ouvriers et du peuple en général, le CADTM international a décidé, en concertation avec d'autres mouvements de solidarité, d'envoyer au mois d'août une délégation.

3. Au 46e jour de résistance populaire, la répression à l'encontre des opposants au régime putschiste s'intensifie

14 août 2009 par **Cécile Lamarque, Jérôme Duval, Sabine Masson**

Au 46e jour de lutte du peuple hondurien contre le Coup d'Etat et le gouvernement *de facto*, la Police et les Forces Armées ont une nouvelle fois fait preuve d'une extrême brutalité et d'une répression féroce à l'égard des manifestants. En dépit de la répression de la nuit dernière, une nouvelle manifestation qui a réuni des dizaines de milliers de personnes, pacifiques et déterminées, est partie de l'Université pédagogique. Elle allait se rendre au Palais présidentiel, mais à l'annonce de la loi votée par le Congrès National visant à rendre le service militaire obligatoire en cas de crise, les opposants au régime putschiste ont décidé de marcher vers le Congrès.

Alors que les manifestants avançaient vers le Congrès, le centre de la ville s'est vu encerclé par des centaines de militaires et de policiers en armes, empêchant la population de circuler librement et d'exercer son droit à manifester. Les manifestants ont alors subi de plein fouet la violence policière : gaz lacrymogènes, coups aux manifestants pris de panique, arrestations arbitraires, etc.

Suite à cette provocation des forces putschistes se déroule une confrontation devant le Congrès : la police lance des gaz contre les manifestants démunis, qui répondent par des jets de pierres. Après avoir gazé toute la place autour du congrès et le Parque central, les policiers et militaires pourchassent les manifestants qui essayent de fuir en se dispersant dans les rues, frappent les personnes qu'ils arrêtent. Des femmes ont subi des agressions sexuelles. A 14h30 devant le Congrès, alors qu'une vingtaine de personnes ont déjà été arrêtées, nous sommes témoins de l'arrestation d'une dizaine d'autres, dont nous avons pu noter les identités afin de les communiquer aux associations qui assurent le suivi juridique des personnes détenues, la COFADEH (Comité des Familles de Détenus Disparus au Honduras ¹) principalement. Les militaires et policiers s'en sont pris sans distinction et sans motif aux hommes, femmes et enfants. L'action collective sur la place devant l'édifice du Congrès a permis d'éviter la détention d'un mineur de quatorze ans, tandis que dans la cour du Congrès, on assistait impuissant à l'arrestation d'un professeur, Mabel Carolina Lopez, violemment maintenue au sol pendant près d'une demi heure par les militaires. Les éléments des forces armées qui étaient devant le Congrès élevaient leurs boucliers afin d'empêcher les journalistes de filmer, de prendre des photos. On bloque le passage à la délégation des droits humains, seule une procureur de COFADEH est reçue. Peu après, certains détenus sont apparemment transférés vers une caserne militaire tandis que d'autres sont amenés dans les sous-sols de l'édifice du Congrès. Un journaliste hondurien a également été agressé, les militaires lui ont arraché sa caméra. La répression était semblable voire plus cinglante en d'autres points du centre ville, ainsi qu'à San Pedro Sula, principale ville du Nord du pays.

Le régime putschiste a notamment utilisé le 'Poste 21' composé de militaires des forces spéciales Cobra, forces tristement célèbres pour les tortures qui y ont été perpétrées dans les années 1980. Y ont été enfermées de façon tout à fait illégale 26 personnes, dont on apprend par le Front des

1 Comité de Familiares de Detenidos Desaparecidos en Honduras, www.cofadeh.org

Avocats contre le Coup d'Etat qu'elles ont été torturées, frappées, humiliées. Toujours détenues, le régime putschiste veut les inculper d'actes terroristes !

En tant que « Mission d'Observation », nous nous sommes rendus à l'Hôpital Viera où se trouvait le député du parti Unificacion Democratica (UD) Marvin Ponce, blessé par balles au pied, afin de recueillir son témoignage. Impossible d'entrer dans l'hôpital, le gardien avait reçu l'ordre de ne pas nous laisser rentrer !

Dans un même temps, l'Université pédagogique nationale Francisco Morazán (UPNFM), le point de convergence de la résistance hondurienne, a été transformée en forteresse militaire. Une quarantaine de personnes qui étaient à l'intérieur – professeurs, étudiants, syndicalistes, etc - ont été séquestrées plus de huit heures. Ils et elles ont été forcés à se rassembler au centre du terrain de basket, où les militaires les ont maintenus, l'arme pointée en leur direction. Il s'agit d'une détention illégale, réalisée par des forces militaires dans un lieu d'éducation supérieure publique dont l'autonomie est garantie par la Constitution.

Nous nous sommes rendus sur les lieux, accompagnés de deux avocates de la *COFADEH* afin de pousser à la libération des personnes détenues. Non sans mal, une journaliste de la *Cofadeh* parvient à rentrer, un avocat du *Front des Avocats contre le Coup d'Etat* était sur place. Le chef de police, Mr. Cerrato, déclare à la presse que les personnes retenues à l'intérieur font l'objet d'une enquête et doivent donner leur déclaration au sujet d'explosifs que la police et l'armée auraient trouvés à l'intérieur l'Université et attribuent aux opposants. Or, les personnes séquestrées expliquent que ces prétendues « preuves » sont du matériel utilisé par des infiltrés, des déchets de balles et de bombes lacrymogènes tirées la veille par la police contre l'Université.

Aujourd'hui 13 août, on reporte de nombreux blessés à l'Hôpital Escuela, le *Consejo Civico de Organizaciones Populares e Indigenas de Honduras* (COPINH) déclare que 5 personnes de cette organisation sont portées disparues depuis hier. Les chiffres concernant le nombre de détenus varient selon les sources (police et ministère public). On craint que de nombreuses personnes demeurent disparues.

Cette nouvelle démonstration de force de la part du gouvernement illégitime de Roberto Michelletti et l'établissement d'un régime autoritaire restreignant chaque jour davantage les libertés fondamentales du peuple hondurien font ressurgir le spectre des dictatures latino-américaines des années 1970-1980. Face à l'escalade de violences et de répression, aux violations graves des droits humains, civils et politiques, la solidarité des citoyens et des mouvements sociaux est indispensable. Entre autres revendications, le Front contre le coup d'Etat appelle à faire pression sur les gouvernements du Nord afin qu'ils bloquent tout soutien financier au régime *de facto*.

Jérôme Duval et Cécile Lamarque sont membres du Comité pour l'Annulation de la dette du Tiers monde (CADTM). Sabine Masson est chercheuse à l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du développement à Genève. Tous trois participent à la Mission internationale d'Observation et d'Accompagnement des organisations sociales en lutte contre le putsch au Honduras.

4. Le coup d'Etat au Honduras marque un renforcement de la diplomatie guerrière en Amérique latine

19 août 2009 par Jérôme Duval

A travers la crise politique au Honduras, la politique étrangère envers l'Amérique latine ¹ de l'administration Obama se révèle au grand jour. Alors que son prédécesseur, embourbé en Irak ne parvenait plus à maintenir un sous-continent en ébullition, la nouvelle administration Obama parvient à détourner momentanément l'opinion publique de la guerre en Irak et en Afghanistan tout en réaffirmant sa présence en Amérique latine. Les Etats-Unis n'en peuvent plus de contempler la vague progressiste de gouvernements de gauche déferler sur le continent sans rien faire, d'autant que celle-ci se rapproche dangereusement, jusqu'en Amérique centrale : Le Nicaragua a élu le sandiniste Daniel Ortega au premier tour de l'élection de 2006 et le Salvador vient d'élire Mauricio Funes du FLMN (Frente Farabundo Marti para la Liberacion Nacional) en mars 2009 qui a aussitôt renoué ses relations diplomatiques avec Cuba ². Comment, dans ce contexte, laisser Manuel Zelaya, président du Honduras, adhérer à l'ALBA et rejoindre ainsi les pays qui tentent de satisfaire les besoins humains fondamentaux pour tou-te-s avant les intérêts d'une minorité ?

Déploiement de forces américaines :

Comme convenu dans le programme politique pré-électoral de Rafael Correa, la base américaine de Manta sur le territoire équatorien n'est pas renouvelée et prend fin en 2009. Pour contrebalancer cette perte, Washington, réplique en se déployant sur sept bases militaires en territoire colombien (Palanquero, Malambo, Apiai, Tres Esquinas, Puerto Leguizamo, Villavicencio et Hacienda Larendia) ³. La Colombie, allié stratégique des Etats-Unis fait office "de porte avion" militaire.

Un mois seulement après le coup d'Etat militaire du Honduras, ce déploiement de force ouvre une crise diplomatique à l'échelle du continent. Le président colombien parle d'un « accord de coopération contre le narcotrafic, le terrorisme et d'autres délits » qui laisse augurer du pire. On craint une accélération de la course aux armements en Amérique latine, alors que « l'argent que des pays comme le Chili, le Brésil et le Venezuela dépensent pour l'importation d'armes, sert à

1 Amérique latine est une expression contestable : elle se réfère à Amerigo Vespucci, navigateur italien alors qu'il faudrait ressusciter le terme « Abya Yala », « terre dans sa pleine maturité », choisi par les peuples originaires pour désigner le continent.

2 Pays (re)passés à gauche depuis 2000, chacun à des niveaux très différents : Venezuela, Chili, Argentine, Brésil, Bolivie, Uruguay, Équateur, Nicaragua, Paraguay, Salvador. Le cas du Honduras est particulier puisque son président, Manuel Zelaya est un « social démocrate » qui, avant son expulsion du pays par le coup d'Etat a tenté d'effectuer un virage à gauche (forte hausse du salaire minimum par décret, adhésion à l'ALBA, volonté de mettre en place une Assemblée constituante...)

3 Bases américaines dans la région en 2009 : Guantanamo, Cuba ; Roosevelt Roads et Fort Buchanan, Puerto Rico ; Soto Cano à Palmerola, Honduras d'où partaient les offensives contre le Nicaragua sandiniste ; Comalapa, El Salvador ; Curacao et Aruba se sont ajoutés avec le Plan Colombia ; Valle de Huallaga, Pérou ; Tres Esquinas, Puerto Leguizamo, Villavicencio et Hacienda Larendia, Colombie. Manta en Equateur sera remplacé par Palanquero, Malambo et Apiai. Source : La crisis de Honduras en el marco del nuevo Sistema Internacional de Defensa, Elsa M. Bruzzone et José Luis Garcia, 05/08/2009.

remplacer un équipement obsolète ». (...) « Ils modernisent leurs armements qui datent pour la plupart d'il y a plus de 20 ans, certains même du temps de la guerre froide. » explique Carina Solmirano, l'une des chercheuses de l'Institut international de recherche pour la paix à Stockholm ⁴. En réponse à ce déploiement de force américano-colombien, les gouvernements progressistes opposés à Washington sont incités à entrer dans la course à l'armement. Les autres suivront sans aucun doute la surenchère...

Afin de désamorcer cette véritable bombe à retardement, Alvaro Uribe, président colombien d'extrême droite, ultra conservateur et puissant allié des Etats-Unis, réalise une tournée express dans 7 pays (Bolivie, Pérou, Brésil, Chili, Uruguay, Paraguay, Argentine) sans pour autant calmer cette nouvelle crise diplomatique. Hormis le Pérou, autre soutien indéfectible de la Colombie et de Washington, les autres voisins d'Alvaro Uribe envoient des mises en garde plus ou moins virulentes et l'Argentine propose, depuis le sommet de l'Unasur, un sommet extraordinaire sur la question. Déjà, fin juillet, Miguel Angel Moratinos, ministre espagnol des affaires étrangères, après une rencontre avec son homologue brésilien Celso Amorim, lui-même préoccupé par cet accord militaire, avait prié les Etats-Unis « d'éviter une militarisation » de l'Amérique latine. La pression diplomatique aidant, la vice-présidente du gouvernement espagnol, Maria Teresa Fernandez de la Vega a soutenu officiellement la Colombie dans son « acte souverain », rectifiant les dires de son ministre tout en confirmant l'alignement de l'Espagne avec les États Unis. Mais de quelle souveraineté parlent-ils lorsqu'en plus d'être un prétexte pour livrer une guerre politique impérialiste, la guerre que mènent les Etats-Unis contre la drogue se fait à l'extérieur de ses frontières pour d'autres motifs, allant jusqu'à violer l'espace aérien de l'Equateur pour le bombarder (un campement des FARC en territoire équatorien fut bombardé en mars 2008 par l'armée colombienne appuyée par les Etats-Unis, tuant 17 guérilleros dont Raoul Reyes). Le peuple colombien fatigué par tant de violence se prononcerait-il pour cette militarisation si seulement il avait l'occasion de s'exprimer ? L'Espagne, a assuré Maria Teresa Fernandez de la Vega lors d'une conférence de presse, « sera toujours aux côtés des Colombiens dans la lutte pour l'éradication de la violence ». Sans peur de l'absurde, elle insiste : « Nous travaillerons toujours à la recherche d'accords, pour que les conflits se résolvent, pour que les tensions disparaissent... », un comble quand il s'agit d'établir de nouvelles bases militaires américaines ⁵. Hugo Chavez, quant à lui, parle de « vents de guerre [qui] commencent à souffler » sur la région et assure qu'il est « évident que l'ordre [du coup d'Etat au Honduras] fut donné depuis la base américaine de Palmerola », située au Honduras et d'où partaient les offensives contre le Nicaragua sandiniste ⁶. Avant le coup d'Etat, Manuel Zelaya, reprenant un rapport de la Aeronáutica Civil, avait déclaré qu'il transformerait cette base militaire en aéroport international civil afin de soulager l'aéroport de Tegucigalpa, considéré comme un aéroport dangereux ⁷. On comprend tout de suite mieux l'empressement américain devant la possible perte de deux bases militaires.

4 http://www.rfi.fr/actufr/articles/116/article_83549.asp

5 « Siempre trabajaremos para buscar acuerdos, para ayudar a que los conflictos se resuelvan, para que las tensiones desaparezcan y para que todos trabajemos en los objetivos que tenemos delante más importantes », <http://www.rtve.es/noticias/20090807/vega-respeta-uso-las-bases-colombianas-por-eeuu-matiza-moratinos/288305.shtml>

6 <http://es.noticias.yahoo.com/9/20090810/tes-chavez-vuelve-a-alertar-de-la-posibi-3388ffc.html>

7 <http://www.radiolaprimerisima.com/articulos/3051>

Les relations diplomatiques avec le Honduras se poursuivent

Après les grandes déclarations condamnant le coup d'Etat, on se rend bien compte que les relations diplomatiques se poursuivent, la dictature du Honduras est malgré tout reconnue. L'Union européenne appuie des élections anticipées organisées par le régime putschiste, tandis que l'ALBA et l'Unasur s'engagent à ne pas reconnaître un gouvernement qui sortirait vainqueur de ces élections. Certains partis et candidats parlent déjà de se retirer. Le Pérou conserve son ambassadeur en poste au Honduras : « C'est inexplicable qu'il n'ait pas adopté cette décision [de retirer immédiatement son ambassadeur à Tegucigalpa] jusqu'à maintenant » soutient l'ex ministre des relations extérieures du Pérou, Manuel Rodríguez ⁸. Carmen Ortez Williams, ambassadeur du Honduras à Buenos Aires a été relevé de ses fonctions jeudi 13 août et à partir de maintenant, « la relation diplomatique entre l'Argentine et le Honduras se réalisera à travers l'ambassade du Honduras aux Etats-Unis. », explique Patricia Rodas, ministre des affaires étrangères en exil du gouvernement Zelaya. Les relations ne seront donc pas rompues pour autant ⁹.

L'OEA, qui a suspendu le Honduras début juillet juste après que le Honduras se soit lui-même retiré, viendra vraisemblablement en mission à Tegucigalpa pour tenter de trouver une sortie de crise via les accords de San José. Les trois représentants de Micheletti qui faisaient partie de la négociation au Costa Rica, Vilma Morales, Mauricio Villeda et Arturo Corrales, se rendent à Washington (leurs visas diplomatiques n'ont pas été annulés) pour négocier la composition de la mission de l'OEA, avoir des entrevues avec des membres du Congrès, des fonctionnaires du Département d'Etat américain et des médias ¹⁰.

On est non seulement en droit de se demander dans quelle mesure on peut négocier avec des putschistes qui violent la constitution, mais on ne peut par ailleurs accepter une amnistie politique incluse dans les accords de San José ¹¹. Les responsables de violations continues des droits de l'homme telles que les assassinats, détentions arbitraires, disparitions et tortures, ne peuvent jouir d'une amnistie et doivent être jugés par des tribunaux adéquats.

Le CADTM réaffirme son soutien inconditionnel à la lutte du peuple hondurien pour le retour de la démocratie, le rétablissement du processus d'Assemblée constituante et le jugement des responsables de violation des droits humains

Alors qu'une nouvelle répression a eu lieu le 14 août à Cholona, blessant de nombreux manifestants dont deux journalistes, le CADTM salue le remarquable travail réalisé par le Front de Résistance des avocats contre le coup d'Etat pour traduire en justice les auteurs des actes barbares constatés sur la population.

8 <http://www.telesurtv.net/noticias/secciones/nota/55550-NN/ex-canciller-demanda-retiro-ex-embajador-de-peru-en-honduras/>

9 <http://www.telesurtv.net/noticias/secciones/nota/55798-NN/argentina-expulso-a-embajadora-de-honduras-por-apoyar-golpe-de-estado/>

10 El Heraldo, vendredi 14 août 2009. El Heraldo est un des quotidiens les plus lus au Honduras. Il soutient le coup d'Etat comme tous les autres ; seul le mensuel El Libertador informe sur la répression et l'oligarchie putschiste.

11 Les Accords de San José sont issus des négociations orchestrées par le président du Costa Rica, Oscar Arias, et supervisées par les Etats-Unis. Ces accords impliquent entre autres un gouvernement de « réconciliation et d'union nationale » comprenant différents représentants de divers partis politiques en attendant les prochaines élections présidentielles ; une amnistie générale pour les délits politiques en relation avec ce conflit et l'interdiction de toute consultation populaire appelant à une assemblée constituante.

http://www.opalc.org/index.php?option=com_content&task=view&id=854&Itemid=1.

5. Tegucigalpa, 53e jour de résistance contre le coup d'Etat

24 août 2009 par Jérôme Duval

Je ne surprendrais plus personne en disant qu'aujourd'hui eu lieu une nouvelle marche, il y en a depuis le coup d'Etat quasiment tous les jours à Tegucigalpa. Ce qui pourrait surprendre serait plutôt le fait que les manifestants ne se lassent pas de manifester depuis maintenant 53 jours et arrivent toujours en nombre dès 8h le matin à l'université Pédagogique.

Rappelons que cette Université est publique et que l'armée y avait séquestré une quarantaine de personnes mercredi 12 août. Les portes étaient alors restées cadenassées et gardées de manière tout à fait illégale. La manifestation du jour s'est dirigée jusque devant l'ambassade étatsunienne, évidemment la plus grande de toutes les ambassades à Tegucigalpa. Une délégation composée entre autre de Rafael Alegria, a été reçu par l'adjoint de l'ambassadeur Hugo Llorens. Soit disant les E.U vont mettre plus d'énergie diplomatique pour un retour de Zelaya...Rappelons qu'Hugo Llorens a participé activement à la préparation du coup d'Etat ; d'autres noms circulent, tel celui d'Otto Reich ou Carmona, instigateur du coup d'Etat au Venezuela en 2002 ¹.

Hier soir a eu lieu une « caravana », déambulation à travers la ville de voitures, motos, avec haut parleur, slogans, t-shirt « No al golpe », klaxon, etc. Une autre « caravana » a traversée la ville cette après-midi. Il semble qu'il y en ait plusieurs en même temps.

Une précision sur la grève des taxis dont je parlais l'autre jour : Manuel Zelaya, surnommé Mel, avait mis en place une subvention, chaque année début août, pour les taxis afin de ne pas augmenter les tarifs pour les consommateurs. Le gouvernement Micheletti cette fois n'a pas donné cette subvention de 8000 lempiras (4000 pour le propriétaire de la voiture et 4000 pour le chauffeur). Déjà affectés par la crise économique et la récente augmentation du carburant, (+2,57 % pour le diésel) les taxis ne bénéficient pas de cette aide et renforce la contestation de ce secteur. Le taxi collectif (qui dépose à point donné) ou direct (qui dépose où veut le client) est très utilisé ici et concerne une grosse partie de la population. Le bus est bien sur plus économique mais beaucoup plus long : il n'y a pas d'arrêts et l'autobus peut attendre les clients au bord de la route, n'importe où...

Mel, personnage hors du commun :

Mel Zelaya, est un personnage plutôt original : Dès le début de son mandat, ne suivant pas l'agenda des entreprises et de l'ambassade américaine, il fut calomnié et décrié par la presse. Pour rétablir l'équilibre médiatique et donner la parole à ceux que les médias n'écoute plus, Zelaya lance un hebdomadaire fin 2007, *El Poder Ciudadano*, et rend public le Canal 8, une télévision qui n'émettait plus. Bien sur, depuis le coup d'Etat, *El Poder Ciudadano* n'existe plus et le Canal 8 se transformant, revient aux mains de Elias Asfura, son ancien propriétaire ². Mel se met tout de suite à dos les entrepreneurs et la classe dirigeante, et voyant cela, il réagit en se rapprochant davantage du

1 Jean-Guy Allard, « El pedigrí del embajador USA en Honduras » : <http://www.aporrea.org/ddhh/a83489.html>

2 Frecuencia de canal ocho retornará a Elías Asfura : <http://www.latribuna.hn/web2.0/?p=26401>

peuple et de la « sphère » Chavez. Le ‘virage à gauche’ de Zelaya se serait fait récemment, avec l’adhésion à l’ALBA en août 2008, puis l’augmentation par décret de 60 % du salaire minimum en janvier 2009 (à 5500 lempiras). Alors que Manuel Zelaya se situait plutôt au centre droit conservateur, il oriente son discours vers un centre gauche, soutenue par Patricia Rodas, ministre hondurienne des Relations extérieures, plus marquée à gauche. « Il s’agit d’un acte héroïque d’indépendance et nous n’avons pas besoin de permission pour signer un tel engagement. Aujourd’hui, nous faisons un pas de plus vers un gouvernement de centre-gauche, et si quelqu’un n’aime pas cela, qu’il supprime tout simplement le mot ‘centre’ pour s’en tenir au second terme. » a déclaré Manuel Zelaya lors de l’adhésion à l’ALBA ³.

Il décrète une hausse du salaire minimum, offre des aides aux micro-entreprises, aide les agriculteurs, lance les assemblées du Pouvoir citoyen, sorte d’assemblées populaires pour la gestion des quartiers, adhère à Petrocaribe et à l’ALBA, lance le projet de transformer la base militaire américaine de Soto Cano en aéroport civil...et, sans surprise, se fait expulsé avec Patricia Rodas au Costa Rica par la force du coup d’Etat. Cette histoire rappelle un antécédent historique : Ramon Villeda Morales (1908-1971), fut un des présidents les plus progressistes du Honduras (il amorça une réforme agraire, fonda le journal “El Pueblo”, investit dans l’éducation...). Il arrive au pouvoir en 1954 porté par les grandes luttes sociales dans les bananeraies. En 1963, le colonel Osvaldo Lopez Arellano l’expulse ainsi que Modesto Rodas Alvarado, père de Patricia Rodas et favori à la succession de Villeda Morales. Tous les deux seront envoyés au Costa Rica par ce coup d’Etat militaire déclenché à point nommé, juste avant les élections. L’histoire se répète me direz vous... Ceci nous amène à penser que le coup d’Etat s’adresse tout autant si ce n’est plus à Patricia Rodas, bras gauche de la politique de Mel Zelaya.

Viol de la Constitution au Honduras ? Les médias intensifient leur travail de dénigrement et de désinformation après le coup d’Etat

Les médias, et le quotidien El Heraldo en particulier, affirment sans cesse que Mel aurait violé la Constitution en voulant poser une question pour savoir si la population est pour ou contre la quatrième urne. Faux, il y aurait eu viol de la constitution seulement si Zelaya avait lancé la quatrième urne sans en soumettre le projet au Congrès qui l’aurait probablement rejeté. La constitution en vigueur depuis 1982 est verrouillée par 6 articles incontournables qu’on ne peut que difficilement réformer, les articles Petreos. Avec ces articles, il est difficilement concevable d’organiser une Assemblée constituante. D’autant plus qu’il est clairement spécifié que la démocratie participative doit être délaissée au profit de la démocratie représentative. Je ne sais comment Mel comptait s’y prendre sans l’appui du Congrès pour mener à bien la constituante mais on peut clairement affirmer qu’à la date du 28 juin, il n’y a pas eu viol de la constitution de sa part comme nous le rassent les médias à longueur de journée. Par contre, Micheletti a instantanément violé cette même constitution en prenant le pouvoir le 28 juin. L’article 102 stipule, (c’est moi qui traduit) : « Aucun hondurien ne pourra être expatrié ni remis par les autorités à un Etat étranger » ⁴. L’expatriation de Mel et Patricia Rodas constitue ainsi le premier d’une longue série de viol constitutionnel.

3 Thelma Mejía, L’adhésion à l’ALBA, l’affrontement idéologique et le scandale des pétrosubsides : <http://ipsnouvelles.be/news.php?idnews=9888>

4 « Artículo 102 : Ningún hondureño podrá ser expatriado ni entregado por las autoridades a un Estado extranjero. »

Ces mêmes médias affirment que Zelaya est coupable de corruption...on attend les preuves. Ce qui est certain, c'est que peu de politiciens ont les mains propres au Honduras, tous ou presque sont corrompus et beaucoup ont violé la Constitution. On peut mentionner le cas de Ricardo Maduro, né au Panama, président entre 2000 et 2004. Celui-ci n'a jamais été hondurien et a donc violé la constitution qui stipule que le président doit avoir la nationalité du pays pour le gouverner. La constitution a été modifiée en 2001 pour régler ce problème et laisser le nouveau président finir son mandat dans la « légalité » constitutionnelle. (cf p. 56 de la Constitution) Les exemples de violation du droit constitutionnel sont nombreux. Amnesty International vient de rendre public un rapport dénonçant les nombreuses violations de droits humains ⁵.

Tout le monde parle des élections, la campagne doit démarrer officiellement le 29 août. Ces élections et leurs résultats ne sont pas reconnus par les pays de l'ALBA. L'Union européenne et le Pérou approuvent les élections. Le parti Libéral et le parti National sont les deux grands partis qui mènent la vie politique du pays par un système bipartiste bien connu, alternant la même politique néolibérale en changeant de noms. Ce système issu des E.U (démocrates contre républicains) s'est répandu dans les démocraties représentatives de part le monde. Elvin Santos du Parti libéral, ancien vice-président de Zelaya, se présente. Il représente l'oligarchie hondurienne et a l'appui des médias dominants. En face, se présente Pepe Lobo du parti National. Les deux candidats se ressemblent et reconnaissent les élections issues du gouvernement putschiste. Beaucoup disent ne pas reconnaître les élections et attendent le retour annoncé de Mel la veille de la campagne électorale. Si Manuel Zelaya n'arrive pas à passer la frontière début septembre, on peut craindre un changement d'attitude de la part de la résistance au coup d'Etat. Celle-ci ne va pas laisser la campagne électorale se dérouler sans incidents.

Si les élections sont reconnues, et si l'un ou l'autre de ces candidats prend le pouvoir, le projet initié par le coup d'Etat serait alors en phase finale. Il aurait accompli sa mission : Mettre en place à la tête de l'Etat quelqu'un qui soit au service de l'oligarchie et qui ne pense plus à une démocratie participative via une assemblée constituante. Le Honduras reprendrait ainsi sa place dans l'arrière court des États-Unis.

5 Voir Amnesty international : <http://www.amnesty.org/fr/region/honduras>

6. Honduras : Pourquoi le coup d'État

17 septembre 2009 par Cécile Lamarque , Jérôme Duval

Près de trois mois après le coup d'État et malgré les fermes condamnations venant de l'Organisation des États américains (OEA), de l'Organisation des Nations unies (ONU), de l'Union européenne et du président des États-Unis Barack Obama, les putschistes tiennent toujours les rênes répressives et meurtrières du pouvoir. Ceux qui s'attendaient à une évolution positive de la diplomatie étasunienne sous le mandat du président Obama reçoivent là un bien mauvais signal...

Le 28 juin, le président Manuel Zelaya est séquestré puis expulsé du pays par les militaires honduriens, formés dans la tristement célèbre École des Amériques, rebaptisée en 2001 « Institut de l'hémisphère occidental pour la coopération sur la sécurité ». Washington nie toute implication dans le coup d'État militaire. Au fil des jours, les sources diplomatiques viendront pourtant confirmer que l'administration américaine connaissait dès le début les intentions des putschistes. Le coup a été préparé depuis la base états-unienne de Soto Cano, à 97 km au nord de la capitale Tegucigalpa, où opère l'unité états-unienne, la Joint task force Bravo, sous le commandement de l'U.S Southern Command, en charge des intérêts états-uniens en Amérique centrale, méridionale et caraïbe. Entre autres instigateurs du Coup, on trouve plusieurs « faucons » de Washington : Hugo Llorens, ambassadeur états-unien en poste à Tegucigalpa ; John Negroponte, ancien diplomate au Honduras de 1981 à 1985 (pour organiser la lutte armée contre le Nicaragua sandiniste) et actuellement conseiller à la secrétaire d'État Hillary Clinton ; Otto Reich et Roger Noriega, deux sous-secrétaires d'État pour l'hémisphère occidental (Amérique latine) sous le gouvernement Bush ¹, etc.

Le coup d'État est réalisé le jour où Manuel Zelaya organise une « consultation » à caractère non contraignant demandant aux Honduriens s'ils désiraient, ou non, la convocation d'une Assemblée nationale constituante, après les élections prévues le 29 novembre 2009 ². Si cette consultation avait recueilli une majorité de « oui », le président aurait soumis un décret à l'approbation du Congrès pour que, le 29 novembre, les Honduriens se prononcent formellement sur la convocation d'une Constituante, dans une « quatrième urne » (les trois premières étant réservées respectivement à l'élection du président, des députés et des maires). Pour donner un semblant de légalité au coup, le Congrès et la Cour Suprême, associés au putsch, ont jugé ce scrutin illégal et ont fait valoir que le président Zelaya a « violé la Constitution » en prétendant la modifier « pour pouvoir briguer un nouveau mandat », à la manière d'un « apprenti dictateur chaviste ». Or, Manuel Zelaya ne cherchait pas, via cette consultation populaire, à reconduire son mandat présidentiel lors des prochaines élections puisque celles-ci se tiendront dans le cadre de l'actuelle Constitution qui prévoit des mandats présidentiels de quatre ans non renouvelables. Zelaya ne pouvait donc pas être candidat à sa propre succession.

1 Lire *Washington et le coup d'État au Honduras : Voici la preuve*, par Eva Golinger.
<http://www.mondialisation.ca/PrintArticle.php?articleId=14451>

2 La question était : « Êtes-vous d'accord qu'aux prochaines élections générales de 2009, une 4e urne soit installée pour permettre au peuple de se prononcer sur la convocation d'une assemblée nationale constituante ? OUI ou NON ».

Revêtus d'oripeaux légaux, les usurpateurs ont alors pu décorer du ruban présidentiel Roberto Michelletti, rival de toujours de Zelaya au sein du parti libéral et président du Congrès national, sous l'œil complice et bienveillant des principaux médias et observateurs internationaux³. La notion de légalité est apparemment malléable : les gouvernements et institutions internationales sont restés silencieux ces dernières années quand certains chefs d'État africains et latino-américains, soumis aux intérêts des grandes puissances capitalistes, ont levé la limitation du nombre de mandats présidentiels. L'exemple du président colombien Alvaro Uribe, proche allié de Washington, est éloquent : À l'arrivée au pouvoir en 2002 de Uribe, toute réélection était interdite par la Loi fondamentale. Une révision de la Constitution avait permis la première réélection du président conservateur en 2006. Le Congrès colombien a approuvé le 2 septembre la convocation d'un référendum sur une réforme constitutionnelle qui doit permettre à Alvaro Uribe de briguer un troisième mandat l'an prochain⁴. Les médias ne semblent pas s'en offusquer.

On l'aura compris, le véritable motif du coup est ailleurs. Quelle menace représentait le pion hondurien, quasi-colonie étasunienne, sur l'échiquier latino-américain pour que l'administration Obama recoure aux vieilles méthodes qu'elle faisait mine d'avoir abandonnées ?

Le Honduras commençait à s'émanciper

Manuel Zelaya a commis plusieurs pêchés capitaux. Pourtant issu de l'oligarchie et membre du Parti Libéral, Zelaya a essayé de rompre avec les élites politico-économiques qui règnent sur la « république bananière », toute tournée vers les intérêts nord-américains, pour le plus grand profit de quelques oligarques nationaux. Il a pris une série de mesures progressistes en faveur des classes populaires, par exemple l'augmentation de 60% du salaire minimum, ce qui a provoqué l'ire des entrepreneurs nationaux et des firmes américaines, qui exploitent à moindre coût les ressources naturelles – bananes, pétrole, etc. - et les travailleurs. Sur fond de crise économique, en août 2008, il rejoint l'ALBA, l'Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), l'alliance constituée par le Venezuela, Cuba, la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua et la Dominique. En décembre, Zelaya adhère à PetroCaribe, une initiative lancée par le Venezuela pour fournir aux pays de la région non exportateurs d'hydrocarbures du pétrole à un prix inférieur au prix du marché mondial.

Par ce « virage à gauche », Manuel Zelaya s'est attiré les foudres des classes capitalistes honduriennes et états-uniennes. Les grands titres de presse écrite hondurienne (*El Herald*, *La Prensa*, *La Tribuna*) et les principales chaînes de télévision, contrôlés par une poignée de familles puissantes qui règnent sur le Honduras préparent le terrain au putsch : ils crient à la « dérive » chaviste et font systématiquement l'impasse sur les mesures qui bénéficiaient aux secteurs les plus pauvres de la population en termes de salaires, d'éducation, de santé et d'accès aux services de base, etc. Pour rétablir l'équilibre médiatique, Zelaya lance un hebdomadaire fin 2007, *El Poder*

3 Les principaux médias, complices des putschistes, ont très vite dissimulé une information majeure, tant l'escroquerie était patente : la prétendue lettre de démission de Manuel Zelaya présentée par les députés putschistes, que Manuel Zelaya affirme n'avoir jamais rédigée.

4 L'initiative doit encore être entérinée par la Cour Suprême. <http://www.cyberpresse.ca/international/amerique-latine/200909/02/01-898094-colombie-uribe-fait-un-pas-de-plus-vers-sa-reelection.php>.

Ciudadano, et rend public le *Canal 8*, une chaîne de télévision qui n'émettait plus⁵. Scandalisés, les médias parlent de « totalitarisme » et de violations à « la liberté d'expression ».

Le 31 mai 2008, à cause des risques de sécurité que présentait l'aéroport international de Tocontín, le président Zelaya annonce que la base américaine de Soto Cano, installée depuis 1981 à l'époque de la Guerre froide quand Washington se préparait à miner les ports nicaraguayens et à armer la *Contra* qui allait bientôt opérer contre les sandinistes à partir du territoire hondurien, sera utilisée pour des vols commerciaux internationaux. Alors que l'Équateur n'a pas renouvelé la base militaire de Manta, le projet de mettre fin à la présence militaire US au Honduras, point d'appui aux ingérences en Amérique latine, a vraisemblablement décidé Washington. Le Coup liquide le maillon le plus faible de l'ALBA, mais a des implications bien au-delà des frontières du Honduras...

Un coup d'État peut en cacher un autre

Le Coup d'État au Honduras a pour objectif de fragiliser l'ensemble des processus démocratiques et sociaux qui ont porté au pouvoir ces dernières années des gouvernements « progressistes », en rupture avec le modèle néolibéral et avec la traditionnelle domination des États-Unis. Il vise tout particulièrement les pays de l'ALBA, notamment ses poids lourds - Cuba, la Bolivie, le Venezuela, l'Équateur- qui prônent un *socialisme du XXIe siècle*.

Après le retour au pouvoir de Daniel Ortega au Nicaragua en 2006, l'élection en 2008 du président Alvaro Colom au Guatemala et de Mauricio Funes du Front Farabundo Marti de Libération Nationale au Salvador (ex-guérilla des années 80), le coup vise également à contenir un risque de « contagion chaviste » en Amérique centrale, un corridor stratégique permettant d'assurer le contrôle de l'Amérique latine. Et afin d'augmenter la menace contre les pays de l'ALBA, les États-Unis entendent renforcer leur présence militaire : en juillet 2009, Washington a obtenu du président Alvaro Uribe l'octroi aux militaires états-uniens de sept bases colombiennes.

La diplomatie de la nouvelle Amérique

Obama avait promis un grand changement. Force est de constater qu'en matière de politique étrangère, le changement est surtout dans le style. Le discours officiel n'est plus hégémonique et guerrier, mais les intérêts de Washington sont toujours défendus par tous les moyens. L'administration d'Obama ne peut ignorer la légitimité du Président Zelaya, mais elle ne peut pas non plus condamner catégoriquement le putsch car il mettrait en danger ses intérêts économiques et géopolitiques et ses relations avec l'oligarchie hondurienne. Pour enterrer l'esprit des résolutions de l'OEA et de l'ONU visant le retour « sans conditions » du président Zelaya, elle réussit à imposer la médiation du président costaricain Oscar Arias, fidèle allié de Washington, et, sans renoncer d'un pouce à la défense de ses intérêts, parvient à entretenir l'illusion d'un discours légaliste.

Cette stratégie de négociation avec le régime du coup d'État vise à imposer un compromis inacceptable, comprenant : le retour du président Zelaya mais avec des pouvoirs réduits et partagés avec les putschistes dans le cadre d'un gouvernement de « réconciliation et d'union nationale » en

5 Bien sûr, depuis le coup d'État, *El Poder Ciudadano* n'existe plus et *Canal 8* est en passe de revenir aux mains de Elias Asfura, son ancien propriétaire.

attendant les prochaines élections présidentielles de novembre 2009 ; une amnistie générale pour les délits politiques en relation avec le coup d'État ; l'interdiction de toute consultation populaire appelant à une Assemblée constituante.

Le bal des hypocrites

Face à l'intransigeance du gouvernement illégitime⁶ qui n'accepte pas l'un des points de ces accords de San José (celui prévoyant le retour sous conditions de M. Zelaya au palais présidentiel), début septembre - soit plus de deux mois après le coup !-, Washington a révoqué les visas du président proclamé Michelleti, de son ministre des Affaires Etrangères Carlos Lopez et de 14 magistrats, annoncé la fin d'un « *large éventail d'aide* »⁷ et déclaré qu'elle ne légitimerait pas des élections sous le patronage du gouvernement issu du coup⁸. Washington durcit le ton pour ramener les putschistes à la raison : accepter la « solution Arias ».

En définitive, les élections du 29 novembre prochain semblent être un processus vicié d'avance. Alors que le régime illégitime a donné le coup d'envoi de la campagne électorale, l'ONU, l'OEA et certains gouvernements ont annoncé qu'ils ne reconnaîtront pas les résultats de l'élection si le processus électoral se déroule en dehors de l'accord de San José. Or, si la proposition Arias, qui légitime les putschistes, est acceptée, un blanc-seing sera donné pour de futurs coups et « dictablandas » (dictatures militaires avec des façades « légales »), ce qui provoquerait un précédent grave et dangereux pour tout le continent latino-américain.

Si l'administration Obama, avec son offensive diplomatico-guerrière, est en passe de réussir son « expérience-pilote » pour réinstaller des gouvernements inféodés à Washington, elle n'a cependant pas pu épuiser la résistance du peuple hondurien, qui lutte de façon pacifique et déterminée contre le régime de Micheletti. « *C'est l'aspect positif de cette situation : la transformation de la culture politique de la majorité des Honduriens*, explique le syndicaliste Carlos Reyes, porte-parole du Front de Résistance contre le coup d'Etat et candidat de longue date au scrutin présidentiel du 29 novembre⁹. *On atteint un niveau de lutte de classe qui n'avait jamais eu lieu au Honduras, à laquelle il aurait été difficile d'arriver à travers des manuels. Aujourd'hui, les gens ont compris dans la rue, à travers la résistance et la lutte. C'est pour cela que les gens ne se préoccupent pas tellement de savoir si nous allons perdre ou gagner, on continue ! Jamais je n'ai pensé qu'on arriverait à cela, c'est un véritable soulèvement populaire, et jamais je n'aurais imaginé que cette bourgeoisie nous aiderait autant ! Aujourd'hui, le système bi-partite¹⁰ est en échec, et ils [les putschistes] ont contribué à cela »¹¹.*

6 Lors de ses négociations, la délégation du gouvernement de facto est accompagné de deux conseillers américains, ardents défenseurs des Clinton : Bennet Ratcliff, qui a travaillé pour Bill Clinton (1993-2001) et Lanny Davis, porte-parole le plus virulent d'Hillary durant la campagne des primaires contre Obama pour la candidature démocrate à la présidentielle, et membre du Conseil Hondurien de l'Entreprise Privée, un concentré de l'oligarchie locale putschiste.

7 <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2009/sept/128608.htm>

8 <http://www.telesurtv.net/noticias/secciones/nota/57528-NN/eeuu-cancela-visa-a-micheletti-y-a-otros-miembros-del-gobierno-de-facto-hondureno/>

9 Dans la situation actuelle de dictature, aucun secteur du Front ne participera aux élections. Carlos Reyes retirera sa candidature si le président renversé n'est pas réinstallé dans ses fonctions.

10 Dominé par le Parti national (droite) et le Parti libéral (centre). Ce dernier, dont est issu Manuel Zelaya, est aujourd'hui divisé entre légitimistes et pro-putsch.

Les paysans, syndicats, groupes de femmes, étudiants, organisations sociales et politiques, intellectuels et citoyens issus de tous les horizons sont tous montés au front, et le mouvement de résistance se renforce, se structure, malgré la répression. Au delà du retour du président Zelaya, ce puissant mouvement populaire affirme d'ailleurs que la tenue d'une assemblée constituante est devenue l'objectif même de la résistance actuelle. Le mot-d'ordre est clair : « Avec ou sans Zelaya, pour l'Assemblée Constituante ! ».

Afin de participer au soutien à la lutte de résistance du peuple hondurien, le CADTM a envoyé, en concertation avec la coordination internationale de soutien à la lutte au Honduras, une mission de deux personnes sur place, Jérôme Duval et Cécile Lamarque. Il s'agissait d'accompagner les manifestants, de faire connaître à l'étranger leurs actions et leurs opinions. Il s'agissait aussi de leur amener une aide financière. Après trois mois de lutte, malgré la répression, le mouvement de résistance se poursuit et s'accroît. **La solidarité avec le peuple du Honduras doit être renforcée.** Le CADTM appelle tous les mouvements sociaux, les partis politiques, les syndicats, les citoyens, à s'opposer à cette attaque contre les droits humains, et à se mobiliser pour affirmer leur solidarité avec le peuple hondurien et exiger le retour à un état de droit. **NON au retour des dictatures !**

Le CADTM appelle tous les gouvernements à rompre les liens diplomatiques et économiques avec le régime illégitime et à refuser toute légitimation du processus électoral lancé par la dictature de Micheletti.

Faites un don pour soutenir la lutte au Honduras !

Le CADTM lance un appel à toutes et à tous pour soutenir financièrement la résistance au Honduras.

Faites un don au CADTM avec la mention « Honduras » via son site internet

(<http://www.cadtm.org/spip.php?article69>), par virement bancaire (IBAN BE06 0012 3183 4322, code Swift BIC : GEBA BE BB) ou en envoyant un chèque à l'ordre du CADTM

11 *Honduras : « En voulant sauver le système, le putsch a fini de le discréditer »*, par Sabine Masson, http://www.michelcollon.info/index.php?option=com_content&view=article&id=2247

7. Août 2009. Le CADTM international envoie une délégation au Honduras

27 septembre 2009 par Cécile Lamarque , Jérôme Duval

Suite au coup d'État orchestré par l'oligarchie du Honduras le 28 juin dernier, le CADTM international décide d'envoyer une délégation à Tegucigalpa. Cette mission s'inscrit dans le processus d'accompagnement et d'observation initié par *Enlazando Alternativas*¹ (Espagne) et constitue la cinquième mission internationale. Le but étant de pérenniser la présence d'observateurs internationaux sur place pour rendre compte de la situation tant déformée par les médias dominants.

Bien que de (trop) courte durée, notre présence nous a permis de nous immerger directement dans la réalité de la résistance quotidienne, de multiplier les interviews et d'approfondir certains contacts pour un travail de plus longue haleine. Nous n'avons hélas pas eu l'occasion d'observer une manifestation des chemises blanches (en soutien au coup d'État) et pour cause : il n'y en aura pas durant notre séjour. Du côté de la résistance fédérée par le Front National de Résistance contre le Coup d'Etat², par contre, nous n'avions que l'embarras du choix : les manifestations, réunions et assemblées étaient copieuses et quotidiennes.

Notre séjour a été marqué par deux moments forts : la mobilisation massive du 11 août contre le coup d'État et la violente répression du 12 août³. Dès les premiers jours on a de suite compris qu'il s'agissait bien d'une dictature militaire et nous avons insisté sur la nécessité d'employer les bons mots : la retenue des médias commerciaux faisant l'impasse sur de tels qualificatifs, il est parfois difficile de se faire une idée juste depuis l'extérieur. Suite à presque deux mois de mobilisation, la résistance nous a semblé déterminée et organisée pour durer, et ce malgré la répression. Les artistes se regroupent⁴ et organisent des concerts et expositions ; le Front des Avocats (Frente de Abogados en Resistencia) qui envisage des actions auprès de la CPI⁵, se bat pour faire valoir les droits des blessés et inculpés et se prépare bénévolement aux procès avec le soutien des familles. Les organisations étudiantes appellent à une première rencontre internationaliste contre le coup d'État et pour l'Assemblée nationale constituante du 8 au 10 octobre prochain. Les rares médias informant sur la résistance sont de plus en plus suivis et jouent un rôle de première importance (certains citoyens restent connectés toute la journée à Radio Globo avec leur écouteurs ou radio et suivent la lutte en direct). De son côté le gouvernement légitime de Manuel Zelaya en exil continue à être reconnu par la plupart des gouvernements et poursuit son travail diplomatique de résistance. Il vient, début septembre de sortir un rapport sur le coup d'Etat⁶.

Dans un pays qui a connu dans les années 80 les exactions de l'armée avec près de 200 disparitions forcées, les récents cas de séquestrations, détentions arbitraires, tortures et disparitions secouent une

1 <http://www.enlazandoalternativas.org/>

2 Voir le site du Front National de résistance contre le coup d'Etat : <http://contraelgolpedeestadohn.blogspot.com/>

3 Lire le communiqué : <http://www.cadtm.org/Au-46e-jour-de-resistance>

4 Voir : <http://nadaagolpes.blogspot.com/>

5 Voir le message de Cécile Lamarque : <http://www.cadtm.org/Mission-du-CADTM-en-solidarite>

6 Voir sur le site officiel du gouvernement en résistance, le rapport publié le 10 septembre : <http://www.gob-hn.net/presidencia/>

mémoire qui n'oublie ni ne pardonne. Certaines personnalités responsables des crimes commis dans les années 80 sont en place au sein du gouvernement putschiste de Roberto Michelletti Baïn. On peut citer entre autres Billy Joya Améndola, responsable de tortures et disparitions de 1984 à 1991 au sein du fameux escadron de la mort 3-16 formé par des agents de la CIA, et actuel ministre conseiller en sécurité. Carlos López Contreras, ancien responsable de la politique contre-révolutionnaire au Nicaragua depuis le Honduras, est quand à lui nommé ministre des Affaires étrangères.

John Negroponete, ancien ambassadeur des États-Unis au Honduras de 1981 à 1985, et Otto Reich ⁷, tous deux responsables des escadrons de la mort en Amérique centrale et de la sale guerre contre le Nicaragua sandiniste, sont impliqués dans ce funeste plan. L'ambassadeur américain, Hugo Llorens, toujours en poste à Tegucigalpa a reçu à son domicile plusieurs de ces conspirateurs quelques jours avant le coup d'État.

Au Honduras, un des pays les plus pauvres de l'Amérique latine, l'élite est constituée d'une dizaine de familles qui contrôle les médias, les grandes entreprises et le pouvoir. Cette élite, en relation directe avec certains secteurs ultra conservateurs des États-Unis et les multinationales étasuniennes sont les piliers de la nouvelle dictature. Les entrepreneurs nationaux tels Carlos Roberto Facussé, ancien président de 1998 à 2002 et propriétaire du quotidien *La Tribuna*, Jorge Canahuati, propriétaire des deux autres quotidiens d'importance (*El Heraldo* et *La Prensa*), José Rafael Ferrari, propriétaire de Televiscentro (Télévision) et Ricardo Maduro, ex-président de la République entre 2002 et 2006, propriétaire de banques et moyens de communication sont quelques-uns de ceux qui ont financé et propagé l'idéologie putschiste. De même qu'au Venezuela en avril 2002, on peut parler de coup d'État médiatique.

Pour mieux comprendre les raisons du coup d'Etat, il suffit de jeter un coup d'œil sur quelques avancées de la politique de Manuel Zelaya. Celui-ci avait lancé des *Assemblées du pouvoir citoyen*, sortes d'assemblées populaires organisées chaque semaine dans différentes parties du pays ; inauguré un hebdomadaire gratuit, *El Poder Ciudadano (Le Pouvoir Citoyen)* donnant la parole à ceux que les médias dominants ignorent trop souvent ; augmenté le salaire minimum de 60 % par décret, mesure qui suscita les foudres des entrepreneurs ⁸ ; adhéré à l'ALBA ⁹ et PetroCaribe ¹⁰ ; voulut transformer l'aéroport militaire de la base étasunienne Soto Cano en aéroport civil, et était sur le point de soumettre au peuple la proposition d'une assemblée constituante.... S'en était sans doute trop ! Le jour de la consultation sur l'approbation ou non d'une quatrième urne pour les élections de novembre prochain afin d'élire une Assemblée nationale constituante, l'armée séquestre le président et l'expédie au Costa Rica voisin. Sa ministre des Affaires extérieures, Patricia Rodas subira le même sort.

7 Otto Reich a ouvertement soutenu le nouveau gouvernement de facto le qualifiant de « légal et constitutionnel ». <http://informe21.com/otto-reich/otto-reich-dice-nuevo-gobierno-hondureno-legal-constitucional>

8 Notamment au sein du COHEP (Consejo Hondureño de la Empresa Privada) dont certains tentèrent de déclarer inconstitutionnel de décret en question.

9 L'ALBA dont les sigles correspondent à : Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, signifie « aube » en espagnol. L'Alliance est fondée non sur le principe de concurrence, mais sur ceux de coopération et de complémentarité prenant en compte les asymétries entre pays membres.

10 Accord régional lancé par le Venezuela qui facilite un approvisionnement en pétrole à des prix préférentiels, avec des facilités de paiement.

L'avenir du Honduras dépend de la lutte qui jour après jour renforce le désir d'un retour à l'ordre constitutionnel avec Zelaya dans ses fonctions et l'élection d'une assemblée constituante. La constitution en vigueur depuis 1982 stipule dans son article 3¹¹ : « *Personne ne doit obéissance à un gouvernement usurpateur ni à quiconque assumant les fonctions ou emplois publics par la force des armes (...) Le peuple a le droit de recourir à l'insurrection en défense de l'ordre constitutionnel.* »

A l'heure où nous terminons cet article, nous apprenons qu'au lendemain du retour de Manuel Zelaya, entré dans son pays au péril de sa vie, la police et les militaires putschistes ont violemment réprimé plusieurs milliers de citoyens venus protéger leur président. Nombre d'entre eux avait passé la nuit autour de l'ambassade du Brésil où il s'était réfugié. Le pays a vécu sous un couvre feu¹² et on dénombre déjà plus de 300 détenus, de nombreux blessés et un nombre indéfini d'assassinats. Le CADTM dénonce cette répression inouïe et demande à la communauté internationale qu'elle agisse enfin pour l'arrêt des relations diplomatiques et commerciales qui légitiment cette dictature sanguinaire. Le CADTM soutient le peuple du Honduras en lutte pour une Assemblée constituante et prône l'instauration d'un blocus économique envers le régime putschiste.

11 Artículo 3 : « *Nadie debe obediencia a un gobierno usurpador ni a quienes asuman funciones o empleos públicos por la fuerza de las armas o usando medios o procedimientos que quebranten o desconozcan lo que esta Constitución y las leyes establecen. Los actos verificados por tales autoridades son nulos. El pueblo tiene derecho a recurrir a la insurrección en defensa del orden constitucional.* »

12 Le couvre-feu est mis en place dès le 21 septembre à 16h jusqu'au 24 septembre, 6h soit 62h de couvre feu ininterrompu.

8. Coup d'Etat médiatique au Honduras

6 octobre 2009 par Jérôme Duval

Les putschistes détiennent les moyens de communication et bâillonnent les rares médias qui informent sur la résistance

Les médias dominants proclament la défense de la démocratie comme étant leur cheval de bataille. Mais sans doute y a-t-il pour certains deux types de démocratie ? En l'occurrence, celle qu'affectionnent particulièrement nos multinationales médiatiques, est bien la démocratie représentative capitaliste. En effet, dès qu'elle se rapproche de sa propre définition ¹ en donnant le pouvoir au peuple, les grands médias préfèrent la bannir ou bien la discréditer. La démocratie néolibérale est reconnue comme étant la seule valable, du moment qu'elle donne à une minorité la liberté d'entreprendre tandis qu'elle empêche une majorité de décider de l'avenir du pays. C'était pourtant là le projet du président du Honduras, Manuel Zelaya à l'instar de ce qui a déjà été réalisé en Équateur ou en Bolivie : proposer par vote (la fameuse quatrième urne, les trois premières étant réservées respectivement à l'élection du président, des députés et des maires) une Assemblée constituante qui, si cette proposition était acceptée, définirait ladite Constitution, elle-même soumise ensuite au peuple par référendum. Existe-t-il un processus plus démocratique pour définir la structure politique d'un pays ? Dans ce cas, le peuple est souverain et c'est certainement ce qui effraie les complexes médiatico-industriels.

Au Honduras comme ailleurs, les médias commerciaux soutenus par l'oligarchie sont hostiles à ce type de projet. Ce n'est pas un hasard si le 28 juin, le jour même où Zelaya s'apprête à consulter le peuple pour savoir s'il accepte l'installation d'une quatrième urne aux élections de novembre, l'oligarchie prend le pouvoir suprême par un coup d'État.

Avec la présence massive d'entreprises américaines comme la *United Fruit Company* ², véritable État dans l'État, le Honduras a inspiré l'expression « république bananière » et garde cette tradition de soumission aux multinationales. Les quelques familles qui constituent l'oligarchie du pays, détiennent les plus grosses entreprises, les radios, télévisions et journaux, et siègent dans les arcanes du pouvoir. Mais les arcanes du pouvoir ne suffisent pas devant la « menace chaviste » qui gagne du terrain sur le continent, l'oligarchie s'est installée aux premières loges par la force d'un coup d'État le 28 juin 2009.

Ce jour là, une coupure d'électricité paralyse la capitale, la plupart des médias nationaux et internationaux sont empêchés d'émettre afin de ne pas répandre la nouvelle et éviter que le peuple ne descende dans la rue. L'armée fait irruption dans les locaux de la télévision *Canal 36*, aussi appelée *Cholusat Sur*, fidèle à Zelaya. Les trois journalistes de Telesur, Adriana Sívori, María José Díaz et Larry Sánchez sont séquestrés à leur hôtel et emmenés de force à l'immigration avec d'autres journalistes de l'agence de presse AP ³. Leur matériel est alors confisqué et on les empêche

1 En grec, « demos » signifie peuple et « kratos » le pouvoir.

2 La United Fruit Company, devenue Chiquita, critiquait Zelaya et soutient le gouvernement de Micheletti. Lire : <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=14634>

3 <http://www.telesurtv.net/noticias/secciones/nota/53094-NN/liberan-a-equipo-periodistico-de-telesur---detenido-por-la-fuerza-en-honduras/>

d'utiliser leurs téléphones portables. En dehors de Tegucigalpa aussi, quelques heures après le coup d'État, une vingtaine de militaires envahissent le local de *Radio Progreso* à Choloma l'obligeant à cesser toute activité⁴. Nous connaissons la suite : Manuel Zelaya et Patricia Rodas, sa ministre des Affaires étrangères, expulsés au Costa Rica, entament une négociation diplomatique, alors qu'au Honduras, la population se polarise (entre 'zelayistes' et putschistes) et que le Front national contre le coup d'État⁵ centralise la résistance. Le Honduras a été un laboratoire libéral dans les années 70-80 à une époque où on expérimentait la contre révolution⁶, il revient au devant de la scène internationale, révélant le choc d'une guerre froide ressuscitée.

La parole au peuple ?

Manuel Zelaya, bien qu'issu d'une riche famille d'entrepreneurs forestiers, avait pris le parti de défendre les intérêts des pauvres avant ceux des entreprises privées. Ne suivant pas l'agenda des grandes entreprises et de l'ambassade américaine, il fut, dès le début de son mandat, calomnié et décrié par la presse. Celle-ci ne lui donne pas plus de six mois en tant que président, puis encore un an, et ainsi de suite jusqu'au jour fatidique où l'armée l'expulsa du pays. Pour rétablir l'équilibre médiatique et donner la parole à ceux que les médias ignorent de plus en plus, Zelaya lance un hebdomadaire public et gratuit fin 2007, *El Poder Ciudadano* (*Le pouvoir citoyen*) qui promeut la participation citoyenne, puis nationalise *Canal 8*, une télévision qui n'émettait plus suite à la gestion désastreuse d'Elias Aspura. Bien sûr, depuis le coup d'Etat, *El Poder Ciudadano* n'existe plus, ses employés ont été congédiés et *Canal 8* revient aux mains de Elias Asfura, son ancien propriétaire⁷ qui détient par ailleurs les canaux de télévision 8, 12 et 30.

Le Honduras a donc subi un coup d'État le 28 juin 2009, appuyé par l'oligarchie en place et par les États-Unis depuis la base américaine de Soto Cano, située à quelque 97 km au nord de la capitale Tegucigalpa. Devant la mollesse de la réaction de la communauté internationale, la résistance s'est organisée et la population en marche contre la dictature de l'élite a pris conscience de ses ennemis, les désigne nommément et dénonce leurs actions. On n'avait plus vu de mobilisations d'une telle ampleur depuis mai 1954⁸, à tel point qu'il semble difficile d'imaginer que le peuple ne désire pas élire une Assemblée constituante. Ce projet politique est devenu au fil du temps un mot d'ordre incontournable. Il est important de souligner que ce désir a surgi du peuple et que Zelaya a voulu l'appuyer, le légitimer par une consultation populaire. Il est tout à fait probable que la proposition d'une quatrième urne pour les élections de novembre 2009 aurait été approuvée si le coup d'État n'avait pas stoppé subitement ce processus démocratique.

4 Voir : <http://zapateando2.wordpress.com/2009/06/30/honduras-black-out-mediatico-en-torno-al-golpe-de-estado/>

5 Voir le site du Front national de Résistance contre le coup d'Etat : <http://contraelgolpedeestadohn.blogspot.com/>

6 C'est à partir du Honduras qu'étaient organisés les approvisionnements à la Contra et les attaques contre les sandinistes au Nicaragua.

7 *Frecuencia de Canal ocho retornará a Elías Asfura* : <http://www.latribuna.hn/web2.0/?p=26401>

8 Les 1er et 2 mai 1954, les travailleurs des plantations de bananes du Honduras ne jouissant d'aucuns droits du travail, se mettent en grève. En une semaine, ce mouvement social sans précédent couvre tout le pays. La *United Fruit Co* et la *Standard Fruit Co* dominant alors l'économie du pays et de la Caraïbe, ils forment un Etat dans l'Etat, contrôlant le Congrès et les lois. Dans la ville de El Progreso, les travailleurs forment un « petit gouvernement » qu'on appela « commune de Paris embryonnaire ».

L'oligarchie détient les moyens de communications et renforce la manipulation

Dans un pays où les médias dominants traitent de « délinquants » les résistants au coup d'État, une seule télévision sur la dizaine qui émet au niveau national, *Canal 36*, relate les faits. Une seule radio, *Radio Globo*, donne la parole au peuple pour l'informer de la résistance en cours. Aucun quotidien national ne parle du mouvement de lutte contre le coup d'État sans manipuler l'opinion et prendre clairement parti pour la dictature de Micheletti. Un seul mensuel, *El Libertador*, propose des articles de fond montrant clairement la lutte de classe en cours. Nous parlons là des médias nationaux, car au niveau local, il faut relever, entre autres, la présence de *Radio Progreso* dont un journaliste, Gustavo Carpoza, a été battu dans la rue et pendant son transport jusqu'au poste de police alors qu'il participait à la grande mobilisation de Choloma, le 14 août 2009⁹.

Comme dans bien d'autres pays, un groupe de banquiers, dirigeants d'entreprises et propriétaires de médias, forment les quelques familles étroitement liées aux États-Unis qui détiennent le pouvoir. La quasi totalité des radios, télévisions et journaux à grand tirage appartiennent à l'oligarchie qui soutient le coup d'État du 28 juin dernier.

On peut citer Carlos Flores Facussé, ex-président du Honduras entre 1998 et 2002, proche de Micheletti et suspecté d'être l'un des principaux idéologues du coup d'État. Il détient l'un des principaux quotidiens, *La Tribuna* ; Jorge Canahuati Larach, du Parti National, propriétaire de *El Heraldo* et *La Prensa*, les deux autres quotidiens d'importance¹⁰. Rafael Ferrari, un membre très connu du Parti Libéral, est le propriétaire des chaînes de télévision 3, 5 et 7 (*Grupo Televisión*) et de nombreuses stations de radio (*Emisoras Unidas, HRN, Radio Norte*, etc.). L'entrepreneur Ricardo Maduro, ancien président de la banque centrale (1990-1994) et président de la République entre 2002 et 2006¹¹ avant de laisser son poste à Manuel Zelaya, a docilement appliqué les mesures d'ajustement dictées par le FMI (dévaluation de la monnaie nationale, libéralisation des prix...). Il investit au Salvador et au Honduras où il est propriétaire de centres commerciaux (*Grupo Roble*), banques et moyens de communication. Il s'est présenté devant le Congrès à Washington le 8 juillet, la Constitution à la main, pour défendre les motifs fallacieux de la destitution de Zelaya. Voici succinctement exposés, quelques-uns de ceux qui ont financé et propagé l'idéologie putschiste. Comme au Venezuela en avril 2002, on peut parler ici de 'coup d'État médiatique'.

Dans son édition du dimanche 16 août, le journal *El Heraldo* dénonce « un attentat terroriste » qui « menace la liberté d'expression ». On constate en effet un incendie dû à deux cocktails Molotov lancés contre ce journal. Pour comprendre cet acte « terroriste », il suffit de lire, dans la même édition, ces quelques lignes cinq pages plus loin : « Il n'a pas suffi à l'ex-président, Manuel Zelaya, d'appeler les Honduriens à l'affrontement, il veut maintenant que la communauté internationale désapprouve le processus électoral... » Le quotidien poursuit : « Zelaya a été remplacé au pouvoir le 28 juin dernier après avoir violé la Constitution de la République et enfreint la justice qui l'empêchait de mener à bien une consultation illégale pour convoquer une Assemblée Nationale Constituante. » (*El Heraldo*, 16 août 2009, p.8). Ce positionnement

9 On dénombreait au moins 39 détenus et 4 blessés graves hospitalisés lors de cette répression.

10 Il possède aussi le journal de sport *Diez*. Mario Canahuati, autre grande fortune du Honduras, est aussi un magnat du secteur textile. Jesús Canahuati est président des *maquiladores*. Les *maquiladores* sont des entreprises de confection de grandes marques qui recherchent toujours les plus bas salaires sans se soucier des droits du travail. Il y en a un grand nombre au Honduras.

11 La Constitution de 1982, actuellement en vigueur, requiert la nationalité hondurienne pour être élu président. Né au Panama, Ricardo Maduro viola, de fait, la Constitution et soulèvera une intense polémique.

idéologique se retrouve tous les jours dans les colonnes de tous les quotidiens nationaux. Ce manque de professionnalisme journalistique, représentant une véritable désinformation, fait enrager certains militants, comme ce professeur rencontré lors d'une assemblée populaire de résistance contre le coup d'État et qui propose de distribuer des tracts afin de rectifier l'information falsifiée par les médias commerciaux.

Dans ce contexte, la résistance s'organise autour des seuls médias qui donnent la parole au peuple, principalement *Radio Globo* et *Canal 36*. Rappelons que « l'attentat » de *El Heraldo* s'est produit suite à une série d'intimidations et de violences envers d'autres médias. Les journalistes de Telesur ont été séquestrés à leur hôtel le 11 juillet pour la seconde fois depuis le coup d'État, leurs passeports ont été confisqués et ils ont subi des menaces¹² de la part des forces de police du gouvernement *de facto*. Telesur est une des rares télévisions internationales à couvrir les événements sur la durée : la plupart des autres équipes de télévision internationale ont quitté le pays une fois la tension du coup d'État retombée (en apparence...). L'équipe de télévision publique vénézuélienne, *Venezolana de Televisión (VTV)* a elle aussi été séquestrée le 11 juillet. *Canal 36* et *Radio Globo* qui continuent de subir des pressions et des attaques pirates affectant leurs transmissions, ont vu leurs programmes coupés le 16 juillet. Le 23 août, des hommes armés et encagoulés ont détruit des appareils de transmission de *Canal 36*. Le programme *Hable como habla* de Maya Tv a dû interrompre, lui aussi, sa transmission suite à des dégâts matériels. Et ces attaques se poursuivent pendant que les médias dominants manipulent tranquillement l'opinion.

Suite au décret émis dimanche 27 septembre, les garanties constitutionnelles que représentent les libertés d'expression, de circulation et de réunion sont suspendues afin de systématiser la répression. Le lendemain 28 septembre, l'armée réquisitionne et embarque tout le matériel audiovisuel aux sièges de *Canal 36* et *Radio Globo*. Seule *Radio Globo* qui, rompue à l'exercice, avait prévu différents plans alternatifs, continue à émettre sur internet depuis un lieu tenu secret.

Guerre médiatique

Cette guerre médiatique se produit à un moment où différents gouvernements progressistes, sur le continent, répliquent aux médias commerciaux en tentant de légiférer pour limiter le rôle déstabilisateur promu par un pouvoir monopolistique tentaculaire.

Evo Morales accuse le journal *La Razón* (propriété du groupe PRISA qui détient aussi *Le Monde* et *El País*) de suivre les directives de l'ambassade des États-Unis à La Paz¹³. Le gouvernement argentin tente de promouvoir une loi afin de limiter les monopoles médiatiques actuellement concentrés en peu de mains tout en faisant face aux réprobations énergiques des grosses entreprises. Cette loi qui remplacerait celle en vigueur depuis la dictature militaire (1976-83), prévoit de limiter les licences pour les entreprises. La filiale locale de *Telefonica* (espagnole) conteste vigoureusement l'interdiction de participer aux entreprises de télévision et *Clarín*, principal groupe médiatique en Argentine se sent évidemment concerné. N'ayant pas peur des mots, le directeur de *Clarín*, Ricardo

12 <http://www.telesurtv.net/noticias/secciones/nota/53932-NN/telesur-reafirma-compromiso-de-informar-pese-a-atropello-contra-periodistas-en-honduras/et>

<http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/general/56603>

13 *El País*, 15 septembre 2009. http://www.elpais.com/articulo/espana/presidente/boliviano/carga/Grupo/PRISA/elpepunac/20090915elpepinac_14/Tes

Roa, parle de loi « franquiste », « fasciste » et « chaviste », les adjectifs allant, selon lui, ensemble...

Cet affrontement révèle une ligne de fracture entre certains gouvernements progressistes de la région et les multinationales médiatiques. Au sein de la *Société Interaméricaine de presse* (SIP), l'ancien président péruvien, Alejandro Toledo, et l'ancien président bolivien, Carlos Mesa, parlent « *d'atteinte à la liberté d'expression* » de la part des gouvernements qui s'attaquent au complexe médiatico-industriel pour laisser un créneau aux médias citoyens ¹⁴. Attribuer à l'ennemi ce que l'on fait soi-même est un processus efficace de diversion pour peu qu'il soit relayé...par les médias.

Au Honduras, ces médias sont les porte-parole de l'oligarchie du pays qui appuie le coup d'État et défendent leurs intérêts financiers. Ils sont favorables au maintien de cette démocratie représentative corrompue et contre toutes les tentatives de changement constitutionnel qui affecteraient leurs privilèges. Kissinger parlait du Chili d'Allende comme d'un « virus » qui pouvait « infecter » la région ¹⁵. Les forces réactionnaires pensent la même chose à propos de Chávez au Venezuela, mais n'ayant pas réussi à le renverser malgré le coup d'État d'avril 2002, elles s'en sont prises au dernier « contaminé » par l'idée de justice sociale, le Honduras.

14 Voir : <http://www.globovision.com/news.php?nid=127775>

15 Lire l'article de Noam Chomsky :
<http://www.legrandsoir.info/La-menace-d-un-bon-exemple.html>

9. L'attitude complice de la Belgique et de l'Union Européenne à l'égard de la dictature au Honduras

10 octobre 2009 par Cécile Lamarque

Le 14 septembre dernier, la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, par la voix de son président, le Belge Alex Van Meeuwen, et sous la vindicte des pays réunis en son sein, a décidé d'interdire l'accès à la séance de travail à l'ambassadeur du Honduras Delmer Urbizola. En effet, ce diplomate fait allégeance à la dictature de Roberto Micheletti, unanimement condamnée par l'ensemble de la communauté internationale.

Tandis qu'à l'ONU le représentant belge sanctionne avec fermeté le régime putschiste, la Belgique refuse toujours d'expulser de son territoire l'ambassadeur hondurien Ramón Custodio, acquis au régime putschiste et toujours en poste à Bruxelles. Pourtant, Yves Leterme, Ministre belge des Affaires Étrangères, a reçu dès juillet 2009 un courrier de son homologue du Honduras, Patricia Rodas, restée fidèle au gouvernement constitutionnel de Manuel Zelaya, signifiant la destitution de l'ambassadeur du fait de son appartenance à la bande putschiste ¹. Alors qu'il est clairement énoncé que cette personne ne représente plus le gouvernement de droit du Honduras, aucune disposition n'a été prise par le gouvernement belge.

Le 23 septembre, les députés Juliette Boulet (Ecolo), Wouter De Vriendt (Groen !) et Benoit Hellin (Ecolo) ont alors adressé une lettre au Ministre des Affaires étrangères concernant la situation politique au Honduras et la position pour le moins ambiguë de la Belgique, qui d'un côté condamne le coup d'État, et de l'autre tolère la présence sur son territoire d'un représentant du gouvernement putschiste ².

Relayée par une question orale le 29 septembre lors d'une séance de la Commission des Affaires étrangères, le secrétaire d'État Olivier Chastel, au nom du Ministre Yves Leterme, répondra à la missive urgente que « *le département des Affaires étrangères n'a pas reçu de notification officielle par la voie diplomatique à propos de la destitution de M. Ramón Custodio Espinoza et, début septembre, une copie officielle de la lettre de Mme Patricia Rodas Barca, que vous mentionnez dans votre question, a été envoyée indirectement au ministre des Affaires étrangères. Cette lettre datait du 7 juillet 2009 et il apparaît impossible pour le ministre des Affaires étrangères de prendre une mesure radicale, comme l'expulsion d'un ambassadeur accrédité, en se basant sur une copie d'une lettre officielle* » ³. Persister à abriter l'ambassadeur putschiste au motif que la lettre est officielle, alors qu'elle porte le sceau officiel du gouvernement de Manuel Zelaya, reconnu comme étant le seul gouvernement légal du Honduras, et la signature de sa Ministre des Affaires Étrangères, est tout simplement irrecevable et témoigne du soutien pernicieux de la Belgique à l'égard de la dictature.

Pour rappel, le dimanche 28 juin 2009, le président Manuel Zelaya, élu démocratiquement le 27 novembre 2005, a été séquestré par l'armée du Honduras et expulsé de force vers le Costa-Rica. Des secteurs réactionnaires de la société (l'oligarchie, l'armée, l'Église, le pouvoir judiciaire et les

1 La lettre de Patricia Rodas est disponible à cette adresse : <http://www.benoithellings.be/index.php?id=151>

2 Lire ici le courrier des députés : <http://www.benoithellings.be/index.php?id=151>

3 Voir l'intervention complète : <http://www.lachambre.be/doc/CCRI/html/52/ic642x.html>

médias dominants) se sont installés au pouvoir pour tenter de faire avorter le processus de réformes sociales. Depuis maintenant plus de trois mois, la dictature tente d'anéantir la résistance populaire qui ne fléchit pas. La police et les militaires au service des putschistes répriment, emprisonnent, torturent et assassinent les manifestants, censurent et détruisent les installations des rares médias indépendants. Le 22 septembre, 36 ans après les stades du Chili sous Pinochet, plusieurs centaines de personnes sont enfermées dans le stade Chochy Sosa à Tegucigalpa. Malgré la répression, le Front national de Résistance contre le Coup d'État et les forces populaires poursuivent tous les jours avec détermination les mobilisations pacifiques pour exiger le retour du président Zelaya, le rétablissement de l'ordre constitutionnel et la poursuite des légitimes réformes sociales et politiques entamées. Manuel Zelaya, qui a réussi à regagner le Honduras le 21 septembre, se trouve depuis lors en exil dans son propre pays, au sein de l'ambassade du Brésil assiégée.

Depuis le jour du Coup d'État, les principaux médias internationaux n'auront eu de cesse de dénigrer et criminaliser Manuel Zelaya, prenant le parti des putschistes, et l'associant pour nombre d'entre eux au président vénézuélien Hugo Chavez, présenté comme un dirigeant populiste autoritaire. *La Libre Belgique* ne déroge pas à cet alignement international de l'information. Le 23 septembre, le quotidien belge titre « Zelaya relance la crise »⁴. Doit-on en conclure que « la crise » était une affaire classée !? La répression n'a jamais cessé à l'égard de la population hondurienne qui s'oppose à l'installation d'une dictature criminelle. Celle-ci n'a guère ému les médias, trop occupés à colporter des informations fallacieuses.

L'article publié dans *La Libre Belgique* déclare que le président Zelaya « avait décidé (...) d'organiser un référendum pour modifier la Constitution de 1986⁵ afin (...) d'autoriser le chef d'État à se présenter à plusieurs mandats ». Faux ! Le jour du coup d'État, Manuel Zelaya avait organisé une consultation à caractère non contraignant demandant aux Honduriens s'ils désiraient, ou non, la convocation d'une Assemblée nationale constituante, après les élections prévues le 29 novembre 2009⁶. Si cette consultation avait recueilli une majorité de « oui », le président aurait soumis un décret à l'approbation du Congrès pour que, le 29 novembre, les Honduriens se prononcent formellement sur la convocation d'une Constituante, dans une « quatrième urne » (les trois premières étant réservées respectivement à l'élection du président, des députés et des maires). Ce processus aurait représenté une réelle avancée démocratique au Honduras. Contrairement à ce qu'avancent les principaux médias, Manuel Zelaya ne cherchait pas, via cette consultation populaire, à reconduire son mandat présidentiel lors des prochaines élections puisque celles-ci se tiendront dans le cadre de l'actuelle Constitution qui prévoit des mandats présidentiels de quatre ans non renouvelables. Zelaya ne pouvait donc pas être candidat à sa propre succession.

Ce 'pêché' lui a valu, selon *La Libre Belgique*, « sa destitution par le Parlement pour violations répétées de la Constitution ». Or, quiconque se penche sur la Constitution hondurienne pourra constater que le Parlement hondurien n'a pas les facultés pour démettre le président, pas plus que Roberto Micheletti, alors Président du Congrès, ne pouvait prétendre à la présidence⁷, tandis qu'il

4 « Zelaya relance la crise », MFC, *La Libre Belgique*, p.15, 23 septembre 2009.

5 La Constitution date non pas de 1986 mais de 1982.

6 La question était : « Êtes-vous d'accord qu'aux prochaines élections générales de 2009, une 4e urne soit installée pour permettre au peuple de se prononcer sur la convocation d'une assemblée nationale constituante ? OUI ou NON ».

7 Conformément à l'article 242 de la Constitution, si le président renonce à ses fonctions, ou en son absence, sa succession revient au Vice-Président - à savoir Don Arístides Mejía, actuellement en exil et qui n'était pas présent ni

n'est pas prévu non plus par la Constitution qu'un Président ou un citoyen hondurien soit expulsé manu militari mais bien que « l'accusé » soit présenté devant la juridiction compétente. En outre, le « criminel » supposé Manuel Zelaya n'a commis aucune violation de la Constitution, la consultation se tenant dans un cadre parfaitement légal⁸.

Passons outre les erreurs, approximations et autres inepties proférées par les grands médias à l'endroit de Manuel Zelaya et d'autres présidents progressistes d'Amérique latine, objet de trop nombreuses calomnies. L'urgence est au retour d'un État de droit au Honduras.

Alors qu'une mission de l'Organisation des Etats Américains (OEA) se trouve actuellement au Honduras afin de négocier une « sortie de crise » sur base des Accords de San José, il est fondamental, comme le demandent les députés dans le courrier adressé au Ministère des Affaires Étrangères belge, que la Belgique et les autres pays membres de l'Union Européenne se positionnent fermement en faveur de « la non-reconnaissance des élections qui pourraient se dérouler en novembre, dans le cas du non rétablissement **sans conditions** du Président démocratiquement élu, M. Zelaya ».

Les négociations des Accords de San José, menées sous l'égide du président costaricain Oscar Arias, n'avaient jusqu'alors pas abouti face à l'intransigeance des putschistes, et en dépit des dispositions pourtant entièrement favorables à ces derniers, à savoir : le retour du président Zelaya mais avec des pouvoirs réduits et partagés avec les putschistes dans le cadre d'un gouvernement de « réconciliation et d'union nationale » en attendant les prochaines élections présidentielles de novembre 2009 ; une amnistie générale pour les délits politiques en relation avec le coup d'État ; l'interdiction de toute consultation populaire appelant à une Assemblée constituante.

Ces conditions inacceptables ne résoudront en aucune façon la situation tragique issue du Coup d'État, et ne sauraient constituer un point de départ des négociations. Les seules conditions acceptables sont le **retour sans conditions du président Manuel Zelaya** ; des **poursuites judiciaires contre les auteurs matériels et intellectuels du Coup d'État** et des violations continues des droits humains et des libertés fondamentales ; **la poursuite du processus d'Assemblée nationale Constituante**, qui est une exigence non négociable pour le Front Nationale de résistance contre le Coup d'État.

Comment peut-on prétendre plaider pour le retour à l'ordre constitutionnel et pour une « sortie de crise » en faisant fi des puissantes revendications populaires, et en laissant siéger au gouvernement et à la tête des plus importantes entreprises du pays ceux-là même qui tuent, torturent et privent de liberté la population hondurienne depuis plus de trois mois !? Nos chefs d'États et représentants ne sont-ils pas conscients de l'inconsistance de leurs réactions et prises de positions face à l'urgence de la situation au Honduras, qui exige que soient écartés au plus vite du pouvoir ces barbares réactionnaires ?

convié quand les putschistes se sont répartis le pouvoir le 28 juin... En l'absence du Vice-Président, le Président du Congrès doit exercer simultanément à ses propres fonctions celles du Pouvoir Exécutif, toujours en sa qualité de Président du Congrès.

8 Concernant les aspects légaux et les charges retenues contre le président Manuel Zelaya, entre autres articles et rapports traitant du sujet, se reporter par exemple au Rapport Final de la Mission Internationale d'Observation des droits humains au Honduras, *Informe final : Gobierno de facto viola DDHH*, <http://alainet.org/active/32385&lang=es>

Le 22 septembre, Manuel Zelaya réitérait à l'antenne de Radio Habana Cuba sa demande formulée à Washington de « *prendre des mesures concernant le commerce, parce que le Honduras dépend des activités commerciales* » avec les États-Unis et « *cela mettrait fin au coup d'État en moins de deux minutes* »⁹. Si le maintien de la dictature incombe en grande partie aux États-Unis, l'Union Européenne ne peut être exempte de critiques : outre son silence complice, sa responsabilité est en effet clairement engagée du fait qu'elle n'a pas coupé les facilités commerciales au gouvernement dictatorial, celles-ci étant pourtant conditionnées « au respect des principes démocratiques et des droits humains ».

On peut sérieusement douter des « vraies-fausse » pressions exercées par l'Union Européenne et ses pays membres à l'égard de la dictature au Honduras. Exigeons une attitude claire et ferme de l'Union européenne !

9 http://www.lefigaro.fr/international/2009/09/22/01003-20090922ARTFIG00442—_php

10. Honduras. La grande farce électorale

30 novembre 2009 par Jérôme Duval

« *La charte de ce tribunal est une mise en garde pour l'avenir, je le dis bien, une mise en garde adressée aux dictateurs et aux tyrans de demain qui usurperaient le pouvoir, et qui, [...] s'ils salissaient le caractère sacré de l'homme dans leur propre pays, le feraient à leur risques et périls, car ils s'exposeraient au glaive de la loi internationale des hommes.* » Sir Hartley Shawcross, chef de l'accusation britannique à Nuremberg, 1949. Cité dans John Dinges, *Les Années Condor*, La Découverte, 2008, p.35.

Près de cinq mois de dictature au Honduras, des putschistes déterminés à garder le pouvoir, un président légitime retenu prisonnier par l'armée dans l'ambassade du Brésil depuis le 21 septembre et une résistance qui ne faiblit pas. Force est de constater que les événements survenus au Honduras, deuxième pays le plus pauvre d'Amérique centrale après Haïti, marqueront le pays ne serait-ce par la longévité de la lutte. C'est en effet le mouvement de protestation pacifique le plus long de l'histoire du Honduras, allant jusqu'à dépasser l'énorme grève de 1954. Cette année 1954, entre le premier mai et le 10 juillet, un mouvement social sans précédent surgit dans les plantations de bananes, en premier lieu, celle au main de la *United Fruit Company* (aujourd'hui *Chiquita Brands*). Ces milliers de travailleurs luttaient pour définir un nouveau code du travail, un système de sécurité sociale et une réforme agraire, revendications qui seront obtenues plus tard sous le mandat du président Ramón Villeda Morales (1957-1963). Le projet politique porté par le mouvement historique actuel est encore plus ambitieux : il s'agit, au-delà du retour du président Manuel Zelaya au pouvoir, d'appeler à l'élection d'une Assemblée constituante, autrement dit à une refonte structurelle de l'Etat par les citoyens, comme cela a été obtenu au Venezuela, en Equateur et en Bolivie avec plus ou moins de difficultés. Ce n'est donc pas une mince affaire... Comme le souligne Rafael Alegria, du mouvement *Via Campesina*, alors que l'on écrivait l'histoire du Honduras avant et après la grève des travailleurs de 1954, on devra désormais compter avec une nouvelle nation hondurienne après le 28 juin 2009, date à laquelle fut capturé et jeté hors du pays par un coup d'Etat militaire le président Zelaya.

Alors que le peuple hondurien en est à plus de cinq mois de résistance, les violations du droit tant national qu'international se multiplient. Lors d'une manifestation de solidarité devant le Parlement Européen de Bruxelles, Luis Guillermo Perez, secrétaire général de la FIDH, affirmait que le Honduras commettait un crime de persécution politique perpétré par les différents responsables du coup d'Etat (dont la Cour Suprême de Justice et le Procureur général), qui relève de la Cour Pénale Internationale¹ Mais cela ne semble pas troubler outre mesure le gouvernement dictatorial de Micheletti qui semble déterminé à ne rien céder de son projet machiavélique : faire en sorte, si possible sous l'organisation d'élections reconnues, que le projet politique de Manuel Zelaya soit écarté définitivement. Ce projet, centré autour de la question de l'élection d'une assemblée constituante est devenu le mot d'ordre prioritaire d'une résistance héroïque qui, malgré la répression continue, reste déterminée.

1 Voir : <http://www.youtube.com/user/TELEBRAILLE#p/a>

Promesse tenue d'un retour tant attendu

Lundi 21 septembre 2009, le président légitime du Honduras Manuel Zelaya, en exil depuis le coup d'État perpétré le 28 juin dernier par l'oligarchie, entre, au péril de sa vie, dans la capitale de son pays, militarisé par la sanglante dictature. Dans un premier temps Micheletti dément l'information affirmant qu'il s'agit d'une « *guerre médiatique menée par un canal de télévision et une radio donnant quotidiennement de fausses informations visant à intimider et perturber la population* ». (Il fait ici clairement référence à *Canal 36* et *Radio Globo*, rares médias à informer en direct de la résistance populaire depuis la rue). La nouvelle est pourtant aussitôt confirmée par Patricia Rodas, ministre des affaires extérieures en exil, Álvaro Colom, président du Guatemala et l'ambassade du Brésil. L'arrivée surprise du président réjouit le peuple en lutte, l'information se propage très vite et la population en résistance, si elle n'y était pas déjà, descend dans la rue. Après s'être dirigée vers le siège des Nations Unies de Tegucigalpa où elle pensait trouver Manuel Zelaya, la foule s'oriente très vite vers l'ambassade du Brésil où il s'était finalement réfugié. Manuel Zelaya salue devant l'ambassade la résistance qui dure alors depuis 86 jours et remercie chaleureusement les quelques 5000 personnes présentes. « *Je suis ici pour répondre à l'exigence du peuple, et en fonction des résolutions internationales, de l'OEA, du SICA, de l'ALBA, de CARICOM, UNASUR, etc.. pour rétablir la démocratie* » déclare-t-il à Telesur². Alors qu'un hélicoptère survole la zone où continue d'affluer la population, le gouvernement putschiste de Micheletti, ne pouvant pas masquer la vérité plus longtemps décrète immédiatement un couvre feu dès seize heures jusqu'à sept heures le lendemain (celui-ci sera reconduit jour après jour³). Suite à l'annonce de l'Organisation des États Américains (OEA) d'envoyer une délégation à Tegucigalpa, Micheletti annonce la fermeture des aéroports dès le lendemain mardi et le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, ne pourra voyager le 22 septembre au Honduras comme il l'avait prévu. Les frontières terrestres, sont, elles aussi fermées. Pendant ce temps, l'OEA décide d'une réunion extraordinaire à Washington. Celle-ci révèle une divergence d'opinion sur les accords dit de San José impliquant une négociation avec les putschistes, leur impunité au sein d'un gouvernement de transition et l'interdiction de tout projet visant une assemblée nationale constituante. De son côté, Micheletti fait une déclaration surréaliste afin de réitérer la supposée illégalité de Zelaya à gouverner. Le dictateur affirme vouloir le juger pour ses violations constitutionnelles et demande au Brésil de respecter l'ordre d'arrestation émis par la Cour Suprême et de le livrer à la « justice »⁴.

Les coupures d'électricité empêchent *Canal 36*, connu sous le nom de *Cholusat Sur*, d'émettre. *Radio Globo* parvient à émettre depuis un autre lieu, puis uniquement sur internet : son local n'a plus d'énergie. Le secteur de l'ambassade du Brésil où se trouve Manuel Zelaya n'a pas non plus d'électricité. L'ambassade est encerclée par l'armée, le gouvernement illégal lui coupe l'accès à l'eau, l'approvisionnement en vivres est rendu quasi impossible et les communications téléphoniques sont filtrées ou coupées. Il n'aura pas suffi au gouvernement putschiste de violer la constitution nationale en vigueur depuis 1982, il viole dorénavant clairement la Convention de

2 Lire : <http://www.legrandsoir.info/+Zelaya-au-Honduras+.html>

3 Le couvre-feu a été rétabli dans la nuit de vendredi 25 à samedi 26 septembre, de 20h à 5h du matin, pour la cinquième journée consécutive.

4 Voir : <http://www.telesurtv.net/noticias/secciones/nota/58077-NN/micheletti-exige-a-brasil-que-entregue-a-zelaya/>

Vienne ⁵ et le droit international. Manuel Zelaya est toujours en exil mais cette fois dans son propre pays, au sein de l'ambassade du Brésil.

Violente répression au 87e jour de résistance

Les militaires et forces de police sont intervenues dès l'aube ce mardi 22 septembre au son de l'hymne national suivi de sons stridents d'une violence insoutenable diffusés par des canons sonores ⁶, avec des grenades lacrymogène, gaz au poivre, matraques et armes à feux sur la foule qui, bravant le couvre feu a passé la nuit aux alentours de l'ambassade du Brésil pour protéger leur président légitime. Le siège du Comité des Familles de Détenus et Disparus au Honduras (COFADEH) où s'étaient réfugiés des manifestants a été attaqué par des policiers qui ont lancés des gaz lacrymogènes à l'intérieur du bâtiment. On dénombrait ce jour, environ 18 blessés graves à l'Hospital Escuela, quelques 300 détenus et un nombre inconnu de morts. Le couvre feu a été prolongé pour toute la journée jusqu'à 18h, puis dans la soirée, a de nouveau été reconduit pour la troisième fois jusqu'à 6h mercredi matin. Ce qui fait du 21 septembre 16h jusqu'au 23 septembre, 6h, 38 heures de couvre feu sans interruption, ce qui a provoqué entre autre difficultés, l'impossibilité pour les familles de s'approvisionner en nourriture. Pourtant la résistance se poursuit et paraît s'amplifier malgré la répression dans de nombreux quartiers de la capitale ainsi que dans beaucoup de localités du pays. Pour faire face à une situation de pénurie, le couvre feu est levé dans la journée du mercredi 23 septembre de 10h du matin à 17h et une nouvelle manifestation se retrouve à 8h devant l'université pédagogique. La manifestation est énorme et se termine par une violente répression. Le sol est jonché de carcasses de bombes de gaz lacrymogène de fabrication étatsunienne. On emporte 3 blessés graves à l'Hospital Escuela où la police militaire les enlève vers des lieux de détention inconnus. Le stade Chochi Sosa, sert de lieu de détention arbitraire rappelant les heures sombres de la dictature chilienne.

Ingérence de l'Eglise ?

Le 25 septembre, l'archevêque, Juan José Pineda, traverse le cordon militaire qui maintient isolée l'ambassade du Brésil pour s'entretenir avec Zelaya ⁷. L'Église, fortement décriée pour avoir soutenu le coup d'Etat, profite de cette opportunité de négociation pour se racheter une conduite. Rappelons que le cardinal archevêque de Tegucigalpa, Oscar Andrés Rodríguez Madariaga, lié à l'Opus Dei, avait nié qu'il s'agissait d'un coup d'État militaire provoquant la colère. Il a même dit quelques jours après le coup d'Etat qu'« *un retour au pays [de Manuel Zelaya] en ce moment pourrait provoquer un bain de sang* » ⁸. Ce même cardinal devait recevoir avec l'ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, à Paris le 24 novembre les

5 La convention de Vienne sur les relations diplomatiques établie en avril 1961 régit les relations diplomatiques entre Etats afin de « *favoriser les relations d'amitié entre les pays, quelle que soit la diversité de leurs régimes constitutionnels et sociaux* ». Elle stipule dans son article 22 : « *L'Etat accréditaire a l'obligation spéciale de prendre toutes mesures appropriées afin d'empêcher que les locaux de la mission ne soient envahis ou endommagés, la paix de la mission troublée ou sa dignité amoindrie.* »

6 Ces canons sonores LRAD 1000X, nouvelle trouvaille militaire, ont été testés en Irak puis contre les manifestants de Pittsburg lors du sommet du G20 et causeraient des dommages dont on ne connaît pas encore les conséquences. Lire : <http://www.lefigaro.fr/international/2009/09/28/01003-20090928ARTFIG00669-le-canon-a-son-nouvelle-arme-contre-les-manifestants-.php>

7 <http://lta.reuters.com/article/domesticNews/idLTASIE58O25P20090925>

insignes de docteur honoris causa de l'Institut catholique de Paris, en compagnie de Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne (BCE) ⁹. Mais devant la colère et l'indignation suscitées, la cérémonie fut supprimée et le voyage du cardinal annulé.

Pour mémoire, l'Opus Dei est une société secrète catholique fondée en 1928 par un curé fasciste espagnol, Jose Maria Escriva, canonisé plus tard par le pape Jean Paul II. Jose Maria Escriva a été reçu par Pinochet en 1974, peu de temps après le coup d'Etat (1973). Pendant les 36 ans de la dictature franquiste, l'Opus Dei s'est chargé de l'éducation de la jeunesse espagnole. Carlos López Contreras, ministre des affaires extérieures (canciller), Marta Lorena Alvarado, (vicecancillera), Ricardo Alvarez, maire de Tegucigalpa, et les puissants membres de la famille Villeda, appartiennent à l'Opus Dei. Marcia Facussé Andonie de Villeda, députée du Parti Libéral et nièce du magnat de l'agro industrie Miguel Facussé, est une des plus proches collaboratrices de Micheletti.

La grande farce électorale légitimerait-elle le coup d'Etat ?

Voudrait-on nous faire croire à un retour à la démocratie via des élections organisées dans un pays en état de siège par des dictateurs assassins ?

Après que Juan Barahona, représentant du front de résistance, se soit retiré des négociations, Thomas Shannon, sous-secrétaire d'Etat américain pour l'hémisphère occidental, joue de la diplomatie et obtient non sans pression la signature d'un accord pour « un gouvernement d'unité et de réconciliation nationale » le 30 octobre. Cet accord stipule qu'après consultation du Congrès, Manuel Zelaya sera reconduit dans ses fonctions. Or, il se trouve qu'à la veille des élections le Congrès ne s'est pas réuni, Manuel Zelaya reste toujours prisonnier dans l'ambassade du Brésil et pour couronner le tout, Micheletti a nommé son gouvernement « d'unité et de réconciliation » sans représentant de Zelaya. Situation bien sûr inacceptable et rejetée le 15 novembre par Manuel Zelaya qui dénonce le piège et durcit le ton en rappelant que son mandat se termine le 27 janvier 2010 et qu'il ne renonce donc toujours pas à son retour à la présidence d'où on l'a chassé de force. « *Je renonce à continuer à accepter ce faux dialogue, menteur, qui a uniquement servi à renforcer le régime [de Micheletti]...* » dira t-il a Telesur ¹⁰. Manuel Zelaya annonce dans une lettre envoyée au président étatsunien Barack Obama : « *Je n'accepte aucun accord de retour à la présidence pour dissimuler un coup d'Etat* » ¹¹. Alors que le Panama vient juste de confirmer son soutien aux élections, il ajoute : « *Lorsque les choses changent au Panama, c'est sur leurs propres instructions (celle des Etats-Unis)* ». Il est tout à fait clair qu'une reconnaissance des élections et du vainqueur sorti des urnes reviendrait à légitimer le coup d'Etat et les usurpateurs putschistes. Tel est le désir de Washington qui après le concept de « *guerre préventive* » s'essaie à celui de « *coup d'Etat préventif* » pour ensuite l'utiliser sur d'autres pays gênant la poursuite du Consensus de Washington, les pays membres de l'ALBA en premier lieu. Il s'agit pourtant bien d'un scrutin

8 « Un regreso al país en este momento podría desatar un baño de sangre. » Voir : <http://www.youtube.com/watch?v=DIJ8QprN8-Q> <http://www.youtube.com/watch?v=KVIA6sO1TS8&feature=related>

9 Lire Bernard Cassen, *Le sabre, le goupillon et la salle de marchés*, <http://www.m-pep.org/spip.php?article1514>

10 <http://www.telesurtv.net/noticias/secciones/nota/61789-NN/zelaya-aclara-que-no-ha-renunciado-a-la-presidencia-de-honduras/>

11 http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/ameriques/20091115.OBS7824/honduras_zelaya_renonce_a_revenir_au_pouvoir.html

illégal et dont les résultats ne peuvent être reconnus puisque la campagne électorale s'est déroulée sous une dictature qui a sérieusement restreint les garanties constitutionnelles, a fermé à de nombreuses reprises les moyens de communication et a violemment réprimé l'opposition.

Tandis que les médias du Honduras et internationaux font jouer les pronostics électoraux afin de faire monter les enchères sur les deux principaux candidats pro-putschistes et ultra libéraux en lice, à savoir Porfirio Lobo (Parti National) et Elvin Santos (Parti Libéral), on observe une désaffection des candidats qui se retirent d'un scrutin frauduleux avant l'heure. Carlos Reyes, candidat indépendant de gauche à la présidence, ne veut pas légitimer le coup d'Etat et annonce le dimanche 8 novembre qu'il se retire du scrutin¹² entraînant une centaine de désistements dont cinquante-cinq candidats députés, le maire de San Pedro Sula (deuxième ville du pays) et la postulante à la vice-présidence, Mme Margarita Elvir¹³. Une intégrité et un sens logique que n'auront pas César Ham, candidat de l'UD (gauche), qui restera dans la course à la présidence malgré la défection de quelques candidats de son parti ou bien Eduardo Maldonado, journaliste à Radio Globo et fervent défenseur de la résistance converti au candidat Elvin Santos.

Rappelons que le jour de l'élection trois urnes seront placées respectivement pour le président, les maires et les députés. On ne parlera évidemment plus de la fameuse quatrième urne dont il était question le jour du coup d'Etat et qui devait initialement servir à l'élection d'une assemblée constituante. Le but de l'opération putschiste étant de faire l'impasse une bonne fois pour toute sur cette implication citoyenne dans les affaires du pays afin que l'oligarchie liée aux Etats-Unis puisse poursuivre son règne sans heurts. Les Etats-Unis avaient d'ailleurs choisi ouvertement leurs camps par la voix du sous secrétaire d'Etat adjoint pour la région, Craig Kelly, qui, omettant le contexte, affirmait le 18 novembre : « *personne n'a le droit d'enlever au peuple hondurien le droit de voter, de choisir ses leaders.* »¹⁴

Ainsi le prix Nobel de la Paix, M. Obama, déjà malmené dans la région par la réaction à ses bases militaires en Colombie affirme de manière claire son soutien au régime putschiste. Le Pérou, fidèle allié des Etats Unis, vient lui aussi d'affirmer qu'il reconnaîtrait les élections malgré la ferme opposition du syndicat *Confederacion General de Trabajadores del Peru* (CGTP)¹⁵. Le président du Costa Rica, Oscar Arias, qu'on aurait pu croire impartial vu son rôle de négociateur, lance sans aucune gêne un appel à la communauté internationale pour qu'elle reconnaisse les élections¹⁶. En somme les Etats-Unis, le Panama, le Costa Rica, le Pérou et la Colombie reconnaîtraient le résultat de ce processus électoral illégal organisé par la dictature en place. De leur côté, les Nations Unies, considérant qu'il n'existe pas de conditions favorables pour un scrutin crédible, ont suspendu dès le 23 septembre leur assistance technique au processus électoral au Honduras¹⁷. L'Unasur, tout

12 « Para nosotros el tiempo se acabó y nos retiramos del proceso electoral. Definitivamente, nos retiramos y mañana lo vamos a comunicar al Tribunal » Superior Electoral, declaró.
<http://www.telesurtv.net/noticias/secciones/nota/61299-NN/candidato-carlos-reyes--se-retira-del-proceso-electoral-en-honduras/>

13 *Mascarade électorale au Honduras*, Maurice Lemoine : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-11-27-Honduras>

14 <http://www.europapress.es/latam/honduras/noticia-honduras-eeuu-reitera-apoyo-elecciones-reclama-restitucion-orden-constitucional-anterior-golpe-20091118202940.html>

15 <http://www.rebanadasderealidad.com.ar/cgt-peru-09-096.htm> ;
http://internacional.eluniversal.com/2009/11/24/chon_ava_peru-reconocera-las_24A3111211.shtml

16 <http://www.europapress.es/latam/politica/noticia-honduras-arias-pide-cordura-si-todo-transcurre-normalidad-reconozcan-elecciones-honduras-20091127125433.html>

17 http://www.prensa-latina.cu/index.php?option=com_content&task=view&id=119683&Itemid=1

comme les pays de l'ALBA ne reconnaissent pas les élections et dénoncent fermement l'illégalité du scrutin. L'OEA n'envoie pas d'observateurs malgré la demande du gouvernement de facto. L'Argentine, le Brésil et le Guatemala se refusent à reconnaître le processus électoral. Le Guatemala a averti qu'il ne reconnaîtrait aucune représentation d'observateurs au nom de son pays. Marco Aurelio García, conseiller aux Affaires extérieures de Lula, affirme que les Etats-Unis font pression pour que les pays de la région reconnaissent les élections et perçoit la décision étatsunienne comme étant un cadeau aux putschistes ¹⁸.

L'Union Européenne, quand à elle, joue sur un terrain plus ambigu puisqu'elle n'a jamais vraiment stoppé les négociations commerciales. Le groupe conservateur du Parlement européen, le Parti Populaire Européen (PPE), a annoncé qu'il enverrait une mission d'observation aux élections tout en critiquant l'Espagne de ne pas en faire autant. Cependant, la presse hondurienne parle de plusieurs milliers d'observateurs dont quelques anciens présidents de la région sur invitation du Parti National : Jorge Quiroga (Bolivie) ; Armando Calderón et Alfredo Cristiani (Salvador) ; Vinicio Cerezo (Guatemala), Vicente Fox (Mexique) y Alejandro Toledo (Perou). L'ex ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, James Creagan, arrivé à Tegucigalpa, lui aussi comme observateur, va à l'encontre du boycott lancé par la résistance et appelle les honduriens à sortir pour voter. Il déclare : *« Moi, plus que quiconque ai vu à quel point sont importantes les élections pour le développement des pays et c'est réellement un devoir et un honneur d'être ici pour appuyer ce processus. »* ¹⁹. Michael Ascoli représentant les industriels et l'élite patronale du Guatemala (Cámara de Industria), ainsi que Raúl López Pérez, représentant de la Chambre de Commerce Latine des Etats-Unis, (Camacol) font aussi partie des observateurs et sont censés valider la transparence démocratique des élections.

Le dictateur Roberto Micheletti s'est temporairement éloigné de son poste du 25 novembre au 2 décembre, (on aurait souhaité que ce soit pour toujours) pour soit disant laisser les honduriens se concentrer sur les élections. En réalité, l'armée se déploie : on parle de 5000 réservistes mobilisés et on apprend l'achat aux Etats-Unis d'un camion blindé anti émeute ultramoderne équipé de caméras de captation, d'un dispositif pour lancer de l'encre indélébile et de lances à eau avec produits irritants pour disperser d'éventuels manifestants. Le Front de résistance appelle la population à rester chez elle de 6h à 18h afin de ne pas soutenir cette grande farce électorale et se protéger de l'impressionnant déploiement de quelque 30.000 militaires et policiers. Les chefs de file de la contestation comme Juan Barahona et Rafael Alegria parlent de « couvre feux populaire ».

18 *El País*, jeudi 26 novembre 2009

19 *« Yo, más que nadie he visto cómo son de importantes las elecciones para el desarrollo de los países y realmente es un deber y un honor estar aquí apoyando este proceso ».*

<http://www.elheraldo.hn/Ediciones/2009/11/28/Noticias/Ya-esta-en-el-pais-75-por-ciento-de-observadores-internacionales>

11. Honduras : Elections sous observation...libérale

7 décembre 2009 par Jérôme Duval

Etre doté d'un prix Nobel de la paix, n'empêche pas le locataire de la Maison blanche de poursuivre l'ascension guerrière de son administration. Après avoir annoncé l'installation de sept bases militaires états-uniennes en territoire colombien, Barack Obama soutient ouvertement les putschistes au pouvoir au Honduras par sa reconnaissance des élections tout en optant pour l'envoi de 30.000 soldats supplémentaires pour une guerre sans fin en Afghanistan. Le budget militaire états-unien ne cesse de croître (il a plus que doublé depuis 2001) pour atteindre les 680 milliards de dollars prévisionnels en 2010 sans compter les quelque 30 milliards de dollars supplémentaires pour le nouvel envoi de troupes en Afghanistan. Les dépenses mensuelles des Etats-Unis pour la guerre en Irak et en Afghanistan qui égalaient le budget annuel des Nations unies (16 milliards de dollars) vont ainsi le dépasser...

Le fait qu'une manifestation pacifique soit sévèrement réprimée à San Pedro Sula, deuxième ville du pays, le 29 novembre, jour du scrutin - on compte des dizaines de blessés dont un journaliste de l'agence Reuters qui a été hospitalisé - n'empêche pas les Etats-Unis par la voix du porte-parole du département d'Etat, Ian Kelly, de voir dans ces élections illégales et entachées de fraude « un important pas en avant ¹ » vers la « démocratie ». Quelques jours plus tard, le mercredi 2 décembre, Ángel Salgado, 32 ans, est décédé des conséquences d'un tir dans la tête et du fait que l'armée l'ait retenu plus d'une heure avant qu'il puisse être transféré à l'hôpital. Cette mort s'ajoute à la longue liste des crimes commis par la dictature depuis le coup d'Etat du 28 juin 2009 : 21 personnes assassinées, 133 cas de tortures, 1987 détentions illégales...

Après le concept de « guerre préventive », voici venu le temps du « coup d'Etat préventif »

« Notre préoccupation est que (les Etats-Unis) introduisent la thèse du coup d'Etat préventif en Amérique latine. (...) Je déplore certaines positions idéologiques de la diplomatie états-unienne. La politique extérieure des Etats-Unis peut être qualifiée de tout sauf d'amateurisme, et le temps de la crise au Honduras est en train de s'épuiser. » ² Les paroles de Marco Aurelio García, conseiller aux Affaires extérieures du président Lula da Silva, le 26 novembre 2009, en disent long sur la fracture diplomatique au niveau continental créée par l'affaire des élections au Honduras. Avant les élections, Obama avait envoyé une lettre au Brésil, le prévenant qu'il reconnaîtrait le gagnant du scrutin comme président « légitime » et suggérant au Brésil d'en faire autant. La pression états-unienne n'aura, du moins pour le moment, pas été suivie d'effet. Le Brésil restera inflexible. La division des pays latino-américains s'est confirmée lors du XIXe sommet ibéro américain qui s'est

1 EE.UU reconoce a Lobo como nuevo presidente du Honduras”, El País, 30.11.2009. Lire aussi Arturo Valenzuela : “...the election is a significant step in Honduras's return to the democratic and constitutional order after the 28 June coup...” <http://www.state.gov/p/wha/rls/rm/2...>

2 « Nuestra preocupación es que (los estadounidenses) introduzcan la tesis del golpe preventivo en América Latina », afirmó el asesor especial del presidente Luiz Lula da Silva en asuntos exteriores, Marco Aurelio García. « Lamento cierta posición ideológica de la diplomacia estadounidense. La política externa de Estados Unidos puede ser llamada de cualquier cosa, menos de amateur, y el tiempo de la crisis en Honduras se está agotando », dijo García a periodistas, en el marco de la cumbre en Manaus sobre el cambio climático global de los países amazónicos. <http://www.ansa.it/ansalatina/notiz...>

conclu le 1er décembre à Estoril, au Portugal. Le « groupe des 4 » (Costa Rica, Colombie, Pérou et Panama) s'est affronté aux dix-huit autres pays du sommet qui se refusent à reconnaître ces élections. La présidente argentine, Cristina Fernández de Kirchner, qualifiant ces élections « *de parodie et de simulacre démocratique* », s'associe au Brésil et aux pays de l'ALBA (Venezuela, Cuba, Bolivie, Equateur, Nicaragua...) dans le rejet de toute légitimation du processus électoral.

Impartialité des médias devant les fraudes ?

Les médias ne réagissent pas toujours de la même manière suivant les fraudes électorales. En 2000 aux Etats-Unis (la fraude avait permis l'élection de Bush face à Al Gore) ou au Mexique en 2006, ils n'avaient pas soulevé l'irrégularité dans les mêmes proportions qu'en Iran par exemple. De la même manière, la volonté affichée du président colombien à briguer un troisième mandat après avoir modifié la Constitution, ne soulève pas la même indignation que pour la réélection de Hugo Chávez au Venezuela. Les Constitutions cadencées, comme celle du Honduras, à un mandat présidentiel de quatre ans non-renouvelable, permettent l'alternance par un bipartisme néolibéral qui ne change en rien le système.

En 2009, pour les élections au Honduras, les médias préféreront titrer sur le « gagnant » de l'élection plutôt que sur le caractère frauduleux et illégal d'un scrutin organisé dans un pays en état de siège. Ainsi, El País titre « Porfirio Lobo, l'homme du changement »³ tout en avançant des chiffres d'abstention totalement contestés et non avérés. Pepe Lobo, bien que vainqueur d'un scrutin désapprouvé par la quasi-totalité des Etats, a rempli les pages de nos quotidiens en tant que « vainqueur », lui rendant ainsi une certaine légitimité.

Observateurs juges et parties, la farce est servie

Ainsi, le Costa Rica, la Colombie, le Pérou et le Panama emmené par les Etats-Unis ont reconnu et donc légitimé le « nouveau gouvernement » de Porfirio Lobo qui doit prendre ses fonctions le 27 janvier 2010, date à laquelle prend fin le mandat de Manuel Zelaya. Dans ce contexte, la reconnaissance des élections est un acte politique fort. En effet, mis à part ces quelques pays inféodés à Washington, ni l'Organisation des Etats Américain (OEA), ni les pays de l'ALBA⁴ n'ont reconnu ce scrutin. Aucun observateur des Nations unies, de l'OEA, de l'Union Européenne (même si il y avait des « observateurs » du PPE, ils n'étaient pas présents au nom de l'U.E) ni du Centre Carter, habituellement habilité à ce genre de missions n'ont daigné être présents.

La liste des « observateurs » présents au Honduras pour les élections est d'ailleurs riche d'enseignements, elle représente une extrême droite prête à tout. On y trouve entre autre, le groupe fascisant Uno América, trois députés du Parti Populaire espagnol (PP), l'eurodéputé Carlos Iturgaiz du même groupe, le réseau « *Red Latinoamericana y del Caribe para la Libertad* »⁵, financé par la NED connue pour son soutien à la mafia anti-cubaine de Miami), de même que la Fondation privée

3 « Porfirio Lobo, el hombre del cambio », *El País*, 1er décembre 2009.

4 L'Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA, qui signifie « aube » en espagnol) a été créée à l'initiative du Venezuela en opposition à l'ALCA qui promeut la concurrence par le libre-échange. L'Alliance est fondée sur des principes de coopération et de complémentarité prenant en compte les asymétries entre les pays membres. M. Manuel Zelaya, avait signé en août 2008 le document d'adhésion à l'ALBA.

5 Voir leur site web : <http://www.democracialatinoamerica.org>

FAES de José María Aznar. En manque de légitimité, le régime putschiste a cherché à recruter des observateurs, à travers la *Cohep* (Consejo Hondureño de la Empresa Privada), équivalent au Medef français. A l'étude de cette longue liste, il semble difficile de trouver des observateurs hostiles à Micheletti. Hagamos Democracia est une organisation qui, contrairement à son nom, promeut sous l'égide du Département d'Etat étatsunien, l'infiltration « dans les processus électoraux des pays qui contredisent la politique états-unienne en Amérique Latine »⁶. Comment expliquer la différence d'appréciation de la participation entre le TSE qui l'estime à 61%, *Hagamos Democracia* qui en voit 47 % et le Comité pour la Défense des Droits Humains au Honduras (CODEH) qui estime à 22 % le nombre de votants ?

Quoi qu'il en soit, l'ambassadeur états-unien, Hugo Llorens, a félicité Lobo en définissant sa victoire comme « un grand triomphe pour la démocratie », « Pepe Lobo est un homme de grande expérience politique... Je lui souhaite bonne chance et les Etats-Unis travailleront avec lui pour le bien de nos deux pays... Nos relations seront très fortes »⁷ dira t-il. Le nouveau responsable pour l'Amérique latine du département d'Etat, Arturo Valenzuela parlait lui aussi de « pas significatif pour le retour du Honduras vers la démocratie et l'ordre constitutionnel... »⁸ Inutile de s'attarder sur le point de vue des Etats-Unis, il est on ne peut plus clair.

Et comme pour clore l'affaire, le Congrès a voté mercredi 2 décembre contre le retour de Zelaya à la présidence (à 111 voix contre 14), : cela confirme donc la position de ce même congrès émise le jour du coup d'Etat avec les mêmes protagonistes. La résistance du peuple n'entend pas en rester là et voyant le retour du président légitime improbable, appelle aussitôt à la lutte pour une assemblée constituante. Le Panama se lamente de la décision du Parlement Latino-américain (Parlatino) qui vient de suspendre (avec 103 votes pour, 7 contres et 3 abstentions) le Congrès du Honduras pour avoir voté contre la restitution du président Manuel Zelaya.

Le nouveau gouvernement de Porfirio Lobo qui ne cesse de clamer au « dialogue » devra prendre en compte une résistance qui ne faiblit pas et faire avec la non-reconnaissance de la quasi-totalité des gouvernements du monde. En attendant, Micheletti est revenu à son poste de dictateur qu'il avait temporairement laissé en suspens (du 25 novembre au 2 décembre), le temps de faire avaliser les élections par un maximum de pays. Le dictateur fait des adeptes et les partisans de « démocratie » imposée au forceps par des coups d'Etat militaires se réjouiront de la nomination début novembre de Roberto Micheletti, comme vice-président de l'Internationale Libérale. L'Internationale Libérale, créée en 1947 et ayant son siège à Londres regroupe des organisations libérales de plus de 80 pays. Son président, le Hollandais Hans van Baalen, par ailleurs député au Parlement européen, explique que cette décision a été prise lors du 56e Congrès de son organisation qui s'est tenu au Caire fin octobre et que cette nomination permettra à Micheletti « après avoir été président du Honduras », la possibilité « d'avoir une plus grande participation, plus active dans l'Internationale Libérale. » « Nous croyons qu'il peut rapprocher le libéralisme de l'Amérique centrale au monde et qu'il peut renforcer la démocratie de la région »⁹ Cette organisation n'a bien sûr

6 Lire Giorgio Trucchi, *Quels que soient les résultats ne les croyez pas !*

7 *El País*, 1er décembre 2009.

8 Lire la déclaration de Arturo Valenzuela : "...the election is a significant step in Honduras's return to the democratic and constitutional order after the 28 June coup..." <http://www.state.gov/p/wha/rls/rm/2009/132777.htm>

9 En ese sentido comentó que el nombramiento de vicepresidente le permitirá a Micheletti « luego de ser presidente de Honduras », la posibilidad "de tener una mayor participación, más activa, en la Internacional Liberal". Creemos que él puede acercar el liberalismo de Centroamérica al mundo y que puede fortalecer la democracia de la región".

pas omis d'envoyer des observateurs valider les élections. En toute neutralité, vous vous en douterez...

<http://www.elheraldo.hn/Ediciones/2...>
<http://www.liberal-international.or...>

12. Soutenu par les États Unis, Porfirio Lobo légitime le coup d'État en lui succédant

10 mars 2010 par Jérôme Duval

Suite aux élections du 29 novembre 2009 marquées par une forte abstention et entachées de fraude, Porfirio (Pepe) Lobo prend la succession d'une dictature qui a écarté par la force le Président légitime Manuel Zelaya alors en fin de mandat officiel, le 27 janvier 2010. Ainsi, Porfirio Lobo accède à la magistrature suprême dans un pays dont une grande partie des électeurs ne le reconnaissent pas. La résistance a le mérite d'avoir éveillé la conscience politique d'un grand nombre de citoyens qui pensent que cette passation de pouvoir ne sert qu'à légitimer les putschistes afin d'encourager d'autres renversements de gouvernements progressistes dans la région. La collusion entre la dictature militaire et Porfirio Lobo est on ne peut plus claire. À titre d'exemple, celui-ci préféra rester au Honduras et reporter son voyage aux États-Unis, où il avait l'habitude de se rendre pour son anniversaire, afin d'assister à l'hommage des Forces armées en l'honneur de ses 62 ans, le 22 décembre 2009. Rappelons que les forces armées sont directement impliquées dans le coup d'État et Porfirio Lobo attendra le 26 février pour remplacer le général Romero Vásquez Velásquez, chef des forces armées.

Même après avoir officiellement quitté le pouvoir, Roberto Micheletti, soutenu par l'Opus Dei, reçoit les éloges du Cardinal Óscar Rodríguez : « *Aujourd'hui est un jour spécial pour rendre grâce à Dieu, par la Vierge Marie, pour notre Honduras, pour la liberté, la souveraineté et l'indépendance que Don Roberto Micheletti a su défendre avec les forces armées et aux côtés des milliers de Honduriens qui veulent faire partie des solutions, non des problèmes* », clama-t-il lors d'une messe célébrée le 3 février 2010, en présence du nouveau chef d'État Porfirio Lobo ¹. La veille de l'accession de Lobo au Palais Présidentiel le 27 janvier dernier, le parlement votait l'amnistie pour toute personne impliquée dans la sombre histoire de la dictature. Le président Manuel Zelaya renversé par les putschistes, quitte l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa, où il avait trouvé refuge durant plus de quatre mois, pour gagner la République dominicaine.

Il faut dire que l'élection organisée sous le règne du sanguinaire dictateur a été reconnue par Hillary Clinton. Avec Hugo Llórens, ambassadeur étatsunien toujours en poste, elle a félicité le 9 décembre Porfirio Lobo, vainqueur contesté des urnes ². Déjà quelques jours seulement après les élections, Hugo Llórens lui a téléphoné pour lui souhaiter bonne chance en lui assurant que les États-Unis travailleraient avec lui pour le bien des deux pays ; « *Nos relations seront très fortes* », conclut-il. Obama, dont la campagne a été en grande partie financée par la grande banque d'investissements Goldman-Sachs (celle-là même qui est accusée d'avoir falsifié les comptes de la dette grecque), ne perd pas le sens des affaires et le 29 janvier, deux jours après l'investiture de Porfirio Lobo et le départ en exil politique de Manuel Zelaya, les États-Unis ont annoncé la reprise de leur aide financière de 30 millions de dollars par an au Honduras. « *L'isolement du Honduras n'est pas une*

1 « *Hoy es un día especial para darle gracias a Dios, por medio de la virgen María, por nuestra Honduras, por la libertad, la soberanía e independencia que don Roberto Micheletti supo defender con las Fuerzas Armadas y junto a miles de hondureños que deseamos ser parte de las soluciones y no de los problemas* »

2 *El País*, 30 novembre 2009 : http://www.elpais.com/articulo/internacional/EE/UU/reconoce/Lobo/nuevo/presidente/Honduras/elpepuint/20091130elpepuint_16/Tes

bonne chose. A Washington, nous cherchons déjà comment reprendre notre assistance économique », expliquait alors l'ambassadeur Hugo Llórens.

Le 10 février, c'est au tour de la Banque mondiale de reprendre du service et d'annoncer une reprise de « l'aide » au Honduras en lui prêtant 390 millions de dollars. Juan José Daboub, directeur général de la Banque, qui signe avec Porfirio Lobo la réouverture des crédits, affirme : « *Pour la Banque centrale, il est important d'annoncer que nous sommes ici pour continuer à aider le peuple hondurien, en particulier les plus vulnérables.* »³ Quelle hypocrisie quand on sait pertinemment que ces nouveaux prêts ne feront qu'alourdir une dette qui pèse déjà énormément sur la population de ce petit pays pauvre très endetté (inscrit dans l'initiative PPTE).

Enfin, le 5 mars, le FMI reconnaît officiellement le gouvernement de Porfirio Lobo et rouvre la ligne de crédit momentanément suspendue : 160 millions de dollars sont ainsi débloqués et, pour reprendre la fameuse expression de John Perkins, une mission composée « *d'assassins financiers* » de l'institution se prépare déjà à se rendre sur place. On vous laisse deviner la suite... L'Union Européenne, inspirée par les mêmes intérêts néolibéraux dit vouloir relancer les négociations avec l'Amérique Centrale⁴. En atteste la visite en Amérique Centrale de Juan Pablo De Laiglesia, secrétaire d'État pour l'Amérique latine, en vue d'un accord d'association entre l'UE et la région. Cette visite intervient une semaine après le retour à leurs postes des deux ambassadeurs espagnol et français (l'ambassadeur espagnol qui avait été rappelé trois jours après le coup d'État, a repris son poste à Tegucigalpa le 4 février). De Laiglesia en profitera pour inviter Lobo à Madrid lors du sommet UE - Amérique latine et Caraïbes en mai prochain. Le très important contre-sommet qui se prépare à cette occasion dans la capitale espagnole avec des représentants de mouvements sociaux des deux continents, ne manquera pas de dénoncer ce président illégitime, héréditaire de la dictature.

D'après Juan Barahona du FNRP (Frente Nacional de Resistencia Popular), la « *Commission de la Vérité* » proposée par le gouvernement et inclus dans les Accords Tegucigalpa/San José pour enquêter sur les crimes commis durant la dictature n'a « *pas de sens* », elle sert à « *laver* » le coup d'État afin de s'assurer l'appui de la communauté internationale. « *Ils font les choses à l'envers : tout d'abord, ils déclarent libres de tout péché les putschistes et maintenant ils veulent former la Commission de la vérité ; la Commission peut dire ce qu'elle veut, mais ce rapport n'a pas de sens* »⁵ dit-il.

Parodie de l'histoire, Lobo, par ailleurs un des instigateurs du coup d'État, lance en toute impunité un mandat d'arrêt international à l'encontre de l'ex-président Zelaya et de cinq membres de son équipe gouvernementale pour des actes supposés de corruption.

Pourtant, la lutte déterminée de la résistance se poursuit et le CADTM tient à remercier vivement les citoyennes et citoyens solidaires, tels celles et ceux qui via le CADTM Grenoble viennent de la soutenir financièrement. Nous devons poursuivre les mobilisations afin que nos gouvernements et l'UE ne reconnaissent pas ce gouvernement illégitime, et exiger qu'une enquête indépendante se

3 « *Para el Banco Central, es importante anunciar que estamos aquí para continuar ayudando al pueblo hondureño, especialmente a los más vulnerables* »

4 <http://www.laprensahn.com/Negocios/Ediciones/2009/12/09/Noticias/La-UE-pide-retomar-negociacion-con-CA>

5 « *están haciendo las cosas al revés : primero declaran libres de pecado a los golpistas y ahora quieren formar la Comisión de la Verdad ; la Comisión puede decir lo que quiera, pero ese informe ya no tiene ningún sentido* »

mette en place immédiatement pour juger les nombreux crimes commis sous la dictature de Micheletti et qui se poursuivent sous le gouvernement Lobo.

13. Honduras. Funeste anniversaire du gouvernement illégitime

29 janvier 2011 par Cécile Lamarque

Le 28 juin 2009, un coup d'Etat militaire a lieu au Honduras, orchestré par les secteurs réactionnaires de la société (l'armée, l'oligarchie, l'Eglise, le pouvoir judiciaire, les médias dominants) et le Pentagone. Ce coup visait à freiner les transformations sociales en cours et l'alliance du pays avec les autres nations ayant rejoint l'ALBA, et à mettre fin aux aspirations de changements du peuple hondurien, investi dans le lancement d'une consultation populaire pour ouvrir la voie à un processus d'Assemblée constituante. Les Etats-Unis ont réussi à imposer une sortie à la crise négociée avec les auteurs du putsch. En dépit des puissantes mobilisations populaires, cette stratégie a permis la consolidation du régime *de facto*, avec l'élection de Porfirio Lobo suite à la mascarade électorale du 29 novembre 2009. Lobo prend la tête de l'Etat putschiste le 27 janvier 2010.

Un an s'est écoulé. Le Honduras n'a toujours pas réintégré l'Organisation des Etats américains (OEA) face à la négative de plusieurs pays latino-américains à reconnaître le gouvernement illégitime de Porfirio Lobo. Le gouvernement de Lobo n'est pas davantage reconnu dans son pays, où un grand nombre de citoyen-ne-s et de mouvements sociaux se sont organisés au sein du Front national de Résistance Populaire (FNRP). Ces mouvements ouvriers, paysans, syndicaux, indigènes, garifunas¹, de femmes, LGBT, etc., poursuivent de puissantes mobilisations en faveur d'objectifs politiques clairs : s'opposer à la perpétuation des privilèges et appuyer un projet émancipateur de transformation sociale.

Ce 17 janvier, dans un contexte toujours marqué par des violations graves et généralisées des droits humains, les Hondurien-ne-s manifestaient à l'occasion des un an de ce régime funeste. Ils exigent entre autres la fin de la répression et des persécutions, la convocation d'une Assemblée nationale constituante ; ils condamnent les assassinats des paysan-ne-s de la Vallée de l'Aguán, les politiques de privatisations (de l'éducation, des ressources naturelles, etc.) et la hausse du prix des combustibles, des services publics et des aliments.

Ces mesures - privatisations massives, réductions des dépenses publiques, fiscalité aggravant les inégalités, etc - sont le fait d'un approfondissement du modèle néolibéral par le régime de Lobo, sous bonne escorte des institutions financières internationales. En effet, le gouvernement de Lobo a été jugé parfaitement fréquentable par le FMI et la Banque mondiale. Après plusieurs missions de ses « assassins financiers » à Tegucigalpa, le FMI a approuvé le 1er octobre dernier un prêt de 201,8 millions de dollars conditionné à l'application de telles mesures, aux conséquences dramatiques pour les populations. Une fois de plus, le FMI n'hésite pas à apporter un soutien officiel à des régimes répressifs et illégitimes, du moment qu'ils servent les intérêts des grandes puissances qui le

1 Afrodescendants d'Amérique centrale et des Caraïbes.

contrôlent². Entre autres exemples éclairants³, le FMI a soutenu et porté en exemple la politique économique du dictateur tunisien Ben Ali, qui a saigné la population tunisienne pendant 23 ans⁴.

Mentionnons également l'attitude complice de l'Union européenne (UE) et de ses pays membres, bien décidés à conclure des accords bilatéraux de « coopération » avec le Honduras ainsi que les Accords d'association (entendre de libre échange) entre l'UE et l'Amérique centrale. Pour les dirigeants de l'UE, les violations systématiques et généralisées des droits humains au Honduras ne pèsent pas lourd face à la possibilité de conquérir de nouveaux marchés.

La collusion entre la dictature militaire et l'actuel régime de Porfirio Lobo est pourtant on ne peut plus claire. En témoignent, entre autres, le décret d'amnistie approuvé par le Congrès pour les délits politiques en relation avec le coup d'Etat, le mandat de « député à vie » accordé à Roberto Micheletti⁵ ; la destitution de juges qui s'étaient opposés au coup d'Etat ; le non renouvellement des postes au sein de la Cour Suprême de justice, du Tribunal suprême électoral, du Tribunal des comptes, du Ministère public, etc., toujours aux mains de putschistes ; d'autres postes clefs pour contrôler le pays accordés à d'ex-officiers putschistes tels que l'entreprise publique d'électricité HONDUTEL attribuée au général Romeo Vasquez, chef des forces armées pendant le coup d'Etat⁶ ; les répressions, persécutions et assassinats à l'encontre des défenseurs des droits humains, des membres du Front de Résistance, des paysan-ne-s, des journalistes, etc.

Le Congrès putschiste vient d'approuver une réforme à l'article 5 de la Constitution élargissant les possibilités de recours aux plébiscites et référendums. Cet article est élevé au rang des articles dits « *pétreos* », que la Constitution interdit de réformer de quelque manière que ce soit, ceux-là mêmes qui ont valu l'expulsion par la force du président Manuel Zelaya. En effet, le coup d'État est réalisé le jour où Zelaya avait prévu d'organiser, appuyé par 400 000 signatures, une consultation à caractère non contraignant demandant aux Hondurien-ne-s s'ils désiraient, ou non, la convocation d'une Assemblée nationale constituante, après les élections prévues le 29 novembre 2009⁷. Cette consultation s'appuyait sur la Constitution et sur la loi de participation citoyenne votée au Congrès le 27 janvier 2006. Pour donner un semblant de légalité au Coup, par une série d'artifices juridiques, le Congrès et la Cour Suprême ont jugé ce scrutin illégal, Zelaya envisageant par là de

2 Les pays du Nord y disposent de la majorité des voix (58%) alors qu'ils représentent moins de 20% de la population mondiale. Avec plus de 16% des voix à eux seuls, les États-Unis disposent d'un droit de veto de fait sur toutes les décisions importantes des IFI.

3 Le soutien du FMI à des régimes illégitimes et répressifs sont légion. Le FMI a notamment soutenu financièrement Pinochet au Chili, Suharto en Indonésie, Mobutu au Zaïre, Videla en Argentine, et il continue de soutenir Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville, Idriss Déby au Tchad, etc. Depuis la crise de la dette au début des années 1980, le FMI s'appuie notamment sur ce type de régimes autoritaires pour imposer des programmes d'ajustement structurel aux conséquences dramatiques pour les peuples.

4 Lors de son déplacement à Tunis pour le FMI le 18 novembre 2008, le *socialiste* Dominique Strauss-Kahn, actuel dirigeant du Fonds, se verra même décoré par Ben Ali et élevé au grade de « Grand officier de l'ordre de la République », <http://www.cadtm.org/Strauss-Kahn-decoe-par-Ben-Ali>

5 Putschiste, président du Congrès sous le mandat de Zelaya, nommé illégalement président du Honduras le jour du Coup d'Etat.

6 Formé à l'École des Amériques par la CIA, Romeo Vásquez est responsable des assassinats, viols et tortures subis par des milliers de honduriens durant les années 80.

7 La question était la suivante : « *Etes-vous d'accord pour que, lors des élections générales de novembre 2009, soit installée une quatrième urne pour décider de la convocation d'une Assemblée nationale constituante destinée à élaborer une nouvelle Constitution politique ?* ». Si cette consultation avait recueilli une majorité de « oui », le président aurait soumis un décret à l'approbation du Congrès pour que, le 29 novembre, les Honduriens se prononcent formellement sur la convocation d'une Constituante, dans une « quatrième urne » (les trois premières étant réservées à l'élection du président, des députés et des maires).

modifier la Constitution. Cette initiative considérée il y a deux ans comme un délit de « trahison à la patrie », justifiant jusqu'à la séquestration et l'expulsion du président légitime sans jugement préalable, recouvre aujourd'hui son caractère légal ! Par opportunisme.

Les véritables motifs du putsch ne sont effectivement pas juridiques mais bien politiques et économiques (virage à gauche de Zelaya). Mais qu'on ne s'y trompe pas : par cette manoeuvre, le régime de Lobo, soutenu par ses alliés de la droite internationale mais toujours désapprouvé par certains Etats, cherche à donner une image pacifiée d'ouverture et de démocratie en se saisissant d'une revendication populaire, mais n'entend pas voir remplacer un régime représentatif par une démocratie participative, trop soucieux de maintenir les privilèges des investisseurs étrangers et des quelques familles puissantes qui dirigent le pays. Et quand bien même les Hondurien-ne-s useraient de leur droit à participer et à être consulté-e-s, l'actuelle structure frauduleuse, corrompue et criminelle au pouvoir falsifierait les aspirations populaires au profit de l'expansion de plans plus conformes aux vues des élites états-uniennes et européennes, et sous tutelle du FMI.

Le peuple hondurien en résistance n'est pas dupe⁸. L'année écoulée marque un an de luttes et de mobilisations continues, de construction et de renforcement depuis la base du Front de Résistance, pour la transformation structurelle du Honduras, pour une Assemblée nationale constituante populaire et participative. La lutte continue.

8 Lire la déclaration du FNRP, *¡De la Resistencia al Poder !*, publiée pour les un an du régime de Lobo, http://www.resistenciahonduras.net/index.php?option=com_content&view=article&id=2028:ide-la-resistencia-al-poder&catid=51:comunicados&Itemid=259, et la position du FNRP face aux réformes de l'article 5, http://www.resistenciahonduras.net/index.php?option=com_content&view=article&id=1980:posicion-del-fnrp-ante-a-las-reformas-al-articulo-5-de-la-constitucion-rota-impulsadas-por-el-congreso-de-facto&catid=51:comunicados&Itemid=259



Marche du 11 août 2009 partie de Intibuca, La Paz et Comayagua pour converger avec trois autres marches sur Tegucigalpa, la capitale. Certaines personnes ont parcouru plus de 180 km en 6 jours. Photographie copyleft : Jérôme Duval.